

**Actualisation du Document de référence
déposé auprès de l’Autorité des marchés financiers
le 4 mars 2016 sous le numéro D.16-0110
et Rapport Financier Semestriel**

**Actualisation déposée auprès de l’Autorité des marchés financiers
le 4 août 2016**

HSBC France

*Société Anonyme au capital de 337 189 135 euros
SIREN 775 670 284 RCS Paris*

Siège social : 103, avenue des Champs-Élysées – 75419 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 70 70 40 – Fax : 01 40 70 74 21 – www.hsbc.fr

Sommaire

	Pages
Rapport de gestion semestriel	3
Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016	19
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016	44
Événements récents	45
Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes	46
Tables de concordance et de référence	48



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 août 2016, conformément à l'article 212-13 de son Règlement Général. Il complète le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mars 2016 sous le numéro D.16-0110. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Rapport de gestion semestriel

Stratégie

HSBC France est la filiale de l'un des groupes bancaires les plus solides au monde, le Groupe HSBC, dont l'ambition est d'être la première banque internationale. La stratégie de HSBC en France est de développer un modèle de banque universelle modernisé, en se différenciant sur la qualité de l'expertise patrimoniale, de l'expérience digitale et de son réseau international unique, tout en accélérant le rythme de réduction des coûts et des risques pondérés afin d'améliorer la rentabilité des activités.

A l'occasion de la journée investisseurs du 9 juin 2015, la Direction du Groupe HSBC a rappelé que la France était l'un des marchés prioritaires pour HSBC, confirmant la pertinence de son positionnement stratégique sur ce marché et son potentiel de développement à moyen terme.

Au cours du premier semestre 2016, la stratégie de HSBC en France, décrite dans le Document de référence 2015 en pages 2 à 5, n'a pas évolué.

Revue de la performance

Conjoncture

Le premier semestre 2016 s'est avéré être une période très incertaine pour l'économie mondiale, ce qui s'est traduit par une importante volatilité pour les marchés. En effet, en début d'année, les marchés financiers ont été affectés par d'importantes turbulences en raison des inquiétudes sur l'économie chinoise (notamment les craintes d'une possible dévaluation soudaine du renminbi), la forte chute des prix du pétrole jusqu'à mi-janvier et l'impact du resserrement monétaire décidé par la Réserve fédérale américaine en décembre 2015.

Ces tensions se sont cependant atténuées après la mi-février. De fait, les investisseurs ont été rassurés par le ton plus accommodant de la Réserve fédérale, ainsi que par la communication des autorités chinoises sur leur politique de change et plus généralement, sur leur politique de soutien à l'activité. Par ailleurs, les prix du pétrole se sont également nettement redressés, soutenus par les anticipations de baisse de la production mondiale.

Dans ce contexte, les investisseurs ont écarté le risque d'une rechute conduisant à une récession mondiale et le sentiment de marché s'est nettement amélioré. Cependant, cette accalmie ne doit pas occulter le fait que globalement la croissance mondiale est restée faible et inégale. Du côté des pays émergents, l'économie chinoise n'a pas affiché de signes tangibles de stabilisation en dépit des mesures de soutien prises par les autorités du pays. En parallèle, le Brésil et la Russie ont montré des signes d'amélioration mais restent encore dans une situation de forte récession.

Du côté des pays développés, le dynamisme de l'économie américaine s'est atténué par rapport à 2015 et le marché de l'emploi ont notamment montré des signes de fléchissement. Dans ce contexte, la Réserve fédérale n'a pas été en mesure de relever une nouvelle fois son taux directeur, après la hausse décidée en décembre dernier. La croissance a également ralenti au Japon mais aussi au Royaume-Uni, en raison des incertitudes notables pour le climat des affaires en amont du référendum du 23 juin sur le maintien éventuel du pays dans l'Union européenne.

En comparaison, la reprise en zone euro a mieux résisté, aidée par la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne mais aussi par le biais plus expansionniste des politiques budgétaires. La croissance au T1 2016 a ainsi été solide, y compris en France (+0.6%) où l'activité a été soutenue par un rebond marqué de la consommation des ménages mais aussi par l'investissement des entreprises grâce aux mesures fiscales incitatives prises par le gouvernement l'an dernier. En dépit de ces meilleurs signaux en Europe, l'inflation est restée très faible, contraignant la BCE à annoncer de nouvelles mesures en mars, notamment l'achat de titres de dette d'entreprise dans le cadre de son *Quantitative Easing* (QE) et l'introduction de nouvelles opérations de refinancement susceptibles de permettre aux banques d'emprunter à des taux négatifs.

En fin de semestre, la victoire du "leave" au référendum britannique du 23 juin a engendré un choc pour les marchés financiers et un net renforcement de la volatilité. De fait, cet événement a accru fortement les incertitudes pour les perspectives mondiales. Au final, les bourses européennes ont donc clôturé le premier semestre 2016 en forte baisse (-34,9% pour les banques de la Zone euro, -9,9% pour l'EuroStoxx 50 en Europe et -8,6% pour le CAC 40), tandis que la fuite vers la qualité a profité aux actifs perçus comme les moins risqués (les taux souverains à 10 ans ont baissé de 76 points de base en Allemagne et de 81 points de base en France).

Rapport de gestion semestriel (suite)

Commentaire financier (périmètre légal)

Les états financiers commentés ci-après ont été établis sur le périmètre consolidé du groupe HSBC France, dont les comptes sont arrêtés en application des normes IFRS telles que définies dans la Note 1 (Cf. page 25) de l'annexe aux comptes consolidés résumés. Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part des Commissaires aux comptes.

Compte de résultat

(en millions d'euros)	30.06.2016	30.06.2015
Marge nette d'intérêt.....	663	782
Commissions nettes.....	334	343
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction.....	144	179
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur.....	(177)	347
Résultat net de cession des investissements financiers.....	123	23
Dividendes reçus.....	1	1
Primes d'assurance nettes.....	1 018	1 073
Autres produits d'exploitation.....	(90)	149
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit.....	2 016	2 897
Engagements nets des sinistres, prestations versées et variation des dettes aux assurés.....	(888)	(1 531)
Total du produit net bancaire avant dépréciation des prêts (charges)/reprises et des autres provisions pour risque de crédit.....	1 128	1 366
Dépréciations pour risques de crédit.....	(24)	(52)
Produit net bancaire.....	1 104	1 314
Total des charges d'exploitation.....	(904)	(834)
Résultat d'exploitation.....	200	480
Résultat avant impôt.....	200	480
Impôt sur les bénéfices.....	(29)	(180)
Résultat net.....	171	300
Résultat net part du Groupe.....	171	299
Part des intérêts non contrôlant.....	-	1

La marge nette d'intérêt s'élève à 663 millions EUR à fin juin 2016 par rapport à 782 millions EUR un an auparavant. Dans une conjoncture marquée par un niveau de taux particulièrement bas, la marge nette sur dépôts et crédits s'inscrit en baisse, en partie compensée par un effet volume positif sur dépôts et crédits pour l'ensemble des métiers.

Les commissions nettes s'établissent à 334 millions EUR à fin juin 2016, à comparer à 343 millions EUR un an auparavant, impactées par une conjoncture économique morose et des indices boursiers en baisse sur le semestre.

Les revenus du portefeuille de négociation sont en baisse, passant de 179 millions EUR au premier semestre 2015 à 144 millions EUR. Cette diminution provient :

- d'éléments significatifs :
 - la variation de valeur de la dette propre en option juste valeur due au spread de crédit : 14 millions EUR par rapport à 7 millions EUR l'an passé ;
 - la variation de valeur de marché des couvertures de taux d'intérêt non éligibles, qui s'établit à -36 millions EUR à comparer à 29 millions EUR à fin juin 2015, en raison de la baisse des taux sur le semestre ;
 - la variation de la réserve de *Debit Valuation Adjustment* reste stable à 9 millions EUR à fin juin 2016 par rapport à 10 millions EUR l'année précédente ;
- des revenus comptabilisés en portefeuille de transaction de la société d'assurances, impactés défavorablement par les conditions de marché ;

partiellement compensée par des revenus en hausse des activités de marchés.

Les revenus des instruments financiers sous option juste valeur s'élèvent à -177 millions EUR contre 347 millions EUR l'année précédente. Cette baisse s'explique, principalement, au niveau de la société d'Assurance-vie, par la diminution de la valeur de marché d'actifs en partie détenus dans le cadre des contrats en unités de compte et comptabilisés en option juste valeur. Concernant la compagnie d'assurances, cette variation trouve sa contrepartie au niveau de la variation de dette envers les assurés (voir infra).

Le Résultat net de cession des investissements financiers résulte, en 2016, principalement de l'impact de la cession du titre Visa Europe à Visa Inc dont la plus-value s'élève à 108 millions EUR (Cf. note annexe aux comptes n°1f) ;

Les primes d'assurances collectées se sont élevées à 1 018 millions EUR sur le semestre, comparées à 1 073 millions EUR à la même période de l'année précédente. La collecte nette reste cependant positive sur le semestre.

Rapport de gestion semestriel (suite)

Les autres produits d'exploitation, à -90 millions EUR contre 149 millions EUR un an auparavant, reflètent principalement l'évolution de la PVIF¹ des contrats d'assurance (baisse de 96 millions EUR de la PVIF comptable au premier semestre 2016 contre une hausse de 141 millions EUR au premier semestre 2015). La variation de la PVIF est principalement due à la forte baisse des taux partiellement compensée par un changement d'hypothèses lié à une évolution réglementaire intégrée au modèle de valorisation de la PVIF au deuxième trimestre.

Les engagements nets des sinistres et variation de dette envers les assurés s'élèvent à -888 millions EUR en 2016 et -1 531 millions EUR au premier semestre 2015. Cette variation doit être mise en regard, d'une part, de la diminution de valeur des produits de couverture comptabilisés en trading et, d'autre part, de la baisse de valeur des instruments comptabilisés en option juste valeur.

Le Produit net bancaire avant dépréciations publié s'établit à 1 128 millions EUR contre 1 366 millions EUR au premier semestre 2015. La baisse constatée de 238 millions EUR s'explique principalement par des éléments significatifs² : impact du spread de crédit sur dette propre, couvertures non éligibles et *Debit Valuation Adjustment* (ensemble -59 millions EUR) et plus-value sur cession du titre Visa Europe (+108 millions EUR), ainsi que la variation négative de la PVIF des contrats d'assurance (-237 millions EUR). Il reflète la baisse de la marge d'intermédiation de l'activité bancaire en France liée à la baisse continue des taux d'intérêt en dépit de la performance de la banque de financement, d'investissement et de marchés.

Les dépréciations pour risque de crédit, à 24 millions EUR, sont en baisse sensible par rapport à l'année précédente où elles s'élevaient à 52 millions EUR. Cette baisse est due essentiellement, d'une part, à un faible niveau de dotation aux provisions individuelles au niveau de la Banque d'entreprises et, d'autre part, à des reprises constatées sur les provisions collectives au niveau des Banques d'entreprises et de grande clientèle. Le coût du risque normatif s'établit à 0,16% des encours moyens de crédit clientèle, contre 0,27% au premier semestre 2015.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 904 millions EUR sur les six premiers mois de 2016, à comparer à 834 millions EUR sur la période comparable de l'année 2015. Le premier semestre 2016 a été impacté défavorablement par des provisions et charges liées à des litiges (32 millions EUR) ainsi qu'une augmentation significative de la cotisation au Fonds de résolution unique (+42 millions EUR par rapport au premier semestre 2015). HSBC France poursuit son programme de dépenses et d'investissements pour son développement suivi à travers les *Costs to Achieve (CTA)*. Le programme, totalisant 46 millions EUR au 30 juin 2016, comprend des provisions pour restructurations et les coûts des projets. Hors les éléments mentionnés ci-dessus, les charges sont en baisse de plus de 6% par rapport au premier semestre 2015, illustrant les efforts entrepris pour améliorer la productivité et l'efficacité.

Le résultat avant impôt consolidé s'établit à 200 millions EUR, en retrait par rapport aux 480 millions EUR du premier semestre 2015. Sur une base ajustée, en excluant l'impact des éléments significatifs², le résultat avant impôt s'élève à 183 millions EUR, en diminution par rapport aux 434 millions EUR sur la période comparable de l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par le recul du résultat de la compagnie d'assurances, impacté par la variation négative de la PVIF en relation avec la baisse des taux et la baisse des indices boursiers. Cette baisse intègre également l'augmentation significative de la cotisation de HSBC France au Fonds de résolution unique. On constate par ailleurs une baisse des revenus des métiers de la Banque de particuliers et de gestion de patrimoine et de la Banque d'entreprises dans un contexte de forte baisse des taux en dépit d'une bonne performance de la Banque de financement, d'investissement et de marchés. Ces éléments sont en partie compensés par une amélioration sensible du coût du risque.

Le résultat net part du groupe s'affiche à 171 millions EUR pour les six premiers mois de l'exercice 2016 contre 299 millions EUR pour la période comparable de l'exercice précédent. Le Conseil d'Administration a décidé la mise en paiement d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2016 de 2,00 EUR par action, soit un montant global de 135 millions EUR.

¹ *Present Value of In-Force (PVIF)* CF. note 5, page 31

² CF. page 14

Rapport de gestion semestriel (suite)

Bilan

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2016	31.12.2015
Caisse, banques centrales et CCP.....	3 190	395
Comptes d'encaissement.....	311	381
Portefeuille de transaction.....	35 694	27 161
Actifs financiers sous option juste valeur.....	6 508	6 768
Instruments dérivés.....	61 575	49 484
Prêts et créances sur les établissements de crédit.....	4 046	4 660
Prêts et créances sur la clientèle.....	40 420	38 524
Opérations de prise en pension – hors-trading.....	12 183	10 163
Investissements financiers disponibles à la vente.....	29 188	27 677
Autres actifs.....	366	258
Impôt courant.....	78	149
Comptes de régularisation.....	809	852
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint.....	2	2
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles.....	763	860
Immobilisations corporelles.....	826	828
Actifs d'impôt différé.....	235	296
TOTAL DE L'ACTIF.....	196 194	168 458

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2016	31.12.2015
Dettes		
Dettes envers les établissements de crédit.....	8 557	7 086
Comptes créditeurs de la clientèle.....	35 948	32 811
Opérations de prise en pension – hors-trading.....	12 858	10 283
Comptes d'encaissement.....	428	385
Portefeuille de transaction.....	35 348	22 647
Passifs financiers sous option juste valeur.....	8 617	8 476
Instruments dérivés.....	58 557	46 903
Dettes représentées par un titre.....	6 316	10 501
Autres passifs.....	611	914
Impôt courant.....	18	32
Passifs des contrats d'assurance.....	21 183	20 943
Comptes de régularisation.....	910	762
Provisions pour risques et charges.....	164	132
Passifs d'impôt différé.....	165	204
Provisions pour retraites.....	180	165
Dettes subordonnées.....	276	276
TOTAL DES DETTES.....	190 136	162 520
Fonds propres		
Capital social appelé.....	337	337
Primes d'émission.....	16	16
Autres réserves ¹	1 748	1 765
Report à nouveau et résultat de la période ¹	3 860	3 720
TOTAL DES FONDS PROPRES – PART DU GROUPE.....	5 961	5 838
Part des intérêts non contrôlant.....	97	100
TOTAL DES FONDS PROPRES.....	6 058	5 938
TOTAL DU PASSIF.....	196 194	168 458

Le bilan consolidé de HSBC France présente un montant total d'actifs de 196,2 milliards EUR au 30 juin 2016, contre 168,5 milliards EUR au 31 décembre 2015. Cette hausse est constatée principalement sur les activités de marchés, en relation avec l'augmentation de valeurs de marché des instruments dérivés ainsi que les encours relativement faibles de comptes d'attente de règlement constatés en fin d'année 2015.

Rapport de gestion semestriel (suite)

A l'actif :

- les dépôts à la Banque centrale, à 3,2 milliards EUR, sont en augmentation, en lien avec la gestion de la liquidité de la banque ;
- le portefeuille de transaction s'établit à 35,7 milliards EUR contre 27,2 milliards EUR fin 2015 en raison principalement de la baisse des comptes d'attente de règlement en fin d'année ;
- Les actifs financiers sous option juste valeur, à 6,5 milliards, sont en diminution de 0,3 milliard EUR par rapport à fin 2015. Ces actifs, principalement détenus par les clients à travers les unités de compte des contrats d'assurance-vie, ont bénéficié d'une production dynamique compensée par un effet marché négatif au premier semestre 2016 ;
- les instruments dérivés passent de 49,5 milliards EUR en 2015, à 61,6 milliards EUR fin juin 2016, en raison principalement de l'évolution des conditions de marché et de la baisse saisonnière constatée en fin d'année ;
- les prêts et avances aux établissements de crédit se montent à 4,0 milliards EUR, en baisse de 0,6 milliard EUR par rapport à fin 2015 ;
- les crédits à la clientèle s'élèvent à 40,4 milliards EUR, contre 38,5 milliards EUR fin 2015. Cette hausse est liée à la croissance de l'encours de crédit dans tous les métiers de la banque ;
- les actifs financiers disponibles à la vente s'établissent à 29,2 milliards EUR, comparés à 27,7 milliards EUR fin décembre 2015. Cette augmentation tient compte des opérations réalisées dans le cadre de la gestion de la liquidité de la banque ;
- les opérations de prise en pension (non trading) sont en hausse sur le semestre, passant de 10,2 milliards EUR à 12,2 milliards EUR.

Au passif du bilan :

- les emprunts interbancaires augmentent, passant de 7,1 milliards EUR fin 2015 à 8,6 milliards EUR à fin juin 2016. Cette hausse est due principalement au redéploiement de ressources TLAC par HSBC Bank Plc auprès de ses filiales pour 1,0 milliard EUR ainsi que le remboursement du TLTRO I pour 2,6 milliards EUR compensé par l'augmentation du tirage sur le TLTRO II à hauteur de 3,0 milliard EUR ;
- les comptes créditeurs de la clientèle passent de 32,8 milliards à 35,9 milliards sur le semestre, en progression sur tous les métiers de la Banque ;
- le portefeuille de transactions augmente, passant de 22,6 milliards EUR à 35,3 milliards EUR en raison principalement de la baisse des comptes d'attente de règlement en fin d'année 2015 et de l'évolution des positions vendeuses de marché ;
- les passifs financiers sous option juste valeur sont stables à 8,6 milliards EUR ;
- les instruments dérivés passent de 46,9 milliards EUR en 2015, à 58,6 milliards fin juin 2016, en raison principalement de l'évolution des conditions de marché et de la baisse saisonnière constatée en fin d'année ;
- les dettes représentées par un titre s'élèvent à 6,3 milliards EUR, à comparer à 10,5 milliards EUR fin 2015. Cette baisse s'explique notamment par une diminution de l'encours de Certificats de Dépôt émis en lien avec la gestion de la liquidité de la banque ;
- les passifs des contrats d'assurance, passent de 20,9 milliards EUR à 21,2 milliards EUR reflétant la collecte nette positive ;
- les opérations de mise en pension (non trading) sont en hausse sur le semestre, passant de 10,3 milliards EUR à 12,9 milliards EUR ;
- les fonds propres comptables part du groupe, à 6,0 milliards EUR, ont augmenté de 2% sur le semestre. Le titre Visa Europe cédé avait fait l'objet d'une réévaluation au 31 décembre 2015 et sa cession a donc engendré un impact limité sur les fonds propres de la banque.

Rapport de gestion semestriel (suite)

Gestion des risques

HSBC France veille en permanence à identifier et à suivre ses risques. Dans le cadre de ce processus, les risques sont classés en grandes catégories. Les variations dans l'évaluation de ces risques sont pris en compte pour ajuster si nécessaire la stratégie de la banque et éventuellement son appétit au risque.

Les principaux risques liés à l'activité bancaire sont le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque de taux structurel, le risque de non-conformité et le risque de réputation ainsi que le risque de l'assurance. Chacun de ces risques et au-delà de ces risques liés à l'activité bancaire d'autres risques sont susceptibles d'affecter profondément les résultats financiers de la banque, sa réputation ou encore la viabilité à long terme de son modèle opérationnel.

L'exposition à ces différents risques est détaillée dans le Document de référence 2015 aux pages 15 à 17 et 101 à 155. Il n'est pas, à ce jour, anticipé d'évolution majeure sur les 6 mois à venir.

Points d'attention spécifique

Au cours du premier semestre 2016, les principaux facteurs de risques de crédit et de marchés et leur évolution sont résumés ci-après :

- ayant pourtant atteint des plus bas historiques au 4^e trimestre de 2015, les taux d'intérêt ont poursuivi leur baisse en 2016, accentuant l'érosion des revenus bancaires sur les dépôts de la clientèle. Les remboursements anticipés et renégociations constatés en 2015 pèsent sur les marges du portefeuille de crédits en 2016 et les conditions de marché laissent craindre un possible regain des remboursements anticipés et renégociations sur le second semestre. Ces facteurs défavorables ne sont que partiellement compensés par la performance commerciale ;
- la poursuite de la baisse des taux et l'évolution de la réglementation (loi Sapin 2) font également peser un risque croissant sur le niveau de participation aux bénéficiaires des souscripteurs de contrats d'assurance-vie au niveau de l'ensemble de la profession. Par ailleurs cette même loi Sapin 2 précise les conditions dans lesquelles la liquidité de certains fonds d'assurance-vie pourrait être suspendue ;
- après une période de grande stabilité, voire d'atonie, au premier trimestre, les marchés devenaient plus volatils à mesure que s'approchait l'échéance du référendum sur le maintien ou la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cette volatilité s'est évidemment exacerbée dans la dernière semaine de juin, après le résultat surprise en faveur du "Brexit" connu le 24 juin. HSBC France s'était préparé à cette éventualité en réduisant fortement ses niveaux d'exposition dans ses portefeuilles de négociation ainsi que leur sensibilité ;
- la liquidité des marchés de dettes secondaires est restée extrêmement limitée, voire a continué à s'affaiblir. En effet, les assouplissements supplémentaires de la politique monétaire de la BCE – notamment l'augmentation, de 40 à 60 milliards d'euros, du plafond mensuel de rachats d'obligations et leur extension aux obligations d'entreprises de catégorie "investment grade", contribuent à assécher ces marchés ;
- le début d'amélioration de la conjoncture économique française observé en 2015 s'est confirmé au premier semestre, tiré par une reprise modérée de la consommation et de l'investissement. Les prévisions de croissance du PIB pour l'année en cours ont été revues à la hausse et s'établissent autour de 1,5%. Ceci s'est traduit en pratique par une réduction sensible, en France, du taux de sinistralité des entreprises (-4,4% au 31 mars 2016 par rapport au premier trimestre de 2015) et par un accroissement de leur demande de crédit de 3,5%, assez fortement concentré sur les entreprises de grande taille. La grande majorité des secteurs ont profité de cette embellie, à l'exception notable de ceux du tourisme et des hôtels – restaurants ;
- après avoir continué à plonger jusqu'en janvier, les prix du pétrole se sont assez nettement redressés à partir du mois de février pour repasser au-dessus de 50 dollars le baril de *Brent* fin mai, niveau qui n'avait pas été atteint depuis novembre 2015. Pour autant, cette remontée, dont les raisons précises et la durée sont incertaines, est encore trop récente pour que ses effets soient déjà sensibles sur l'activité des groupes pétroliers et, surtout, sur celle du secteur amont (recherche / production et équipements), qui reste très fragile ;
- au cours du semestre écoulé, le Comité de Bâle a soumis à l'industrie bancaire une consultation portant sur un projet de modification assez profonde des principes et paramètres de calcul des exigences de fonds propres réglementaire relatifs aux risques de crédit et aux risques opérationnels. Cette phase de consultation doit en principe se clore fin 2016 en vue d'une application dont le calendrier reste à définir mais s'étalerait en tout état de cause sur plusieurs années. Mis en œuvre tel quel, et même si de nombreux points restent à préciser, ce projet de réforme entraînerait une augmentation très substantielle des besoins en fonds propres réglementaires de l'industrie bancaire. Les discussions se poursuivent dans le cadre de cette consultation au niveau des fédérations bancaires, des régulateurs et des gouvernements des pays concernés, dont la France ;
- HSBC France a engagé depuis le mois d'avril le remplacement du cœur du système informatique de gestion de ses activités de Banque d'entreprises et de Banque des particuliers. Ce projet, qui vise à apporter à la banque des bénéfices significatifs en matière de flexibilité, de coût de maintenance et de simplification opérationnelle, comporte par nature des risques d'exécution. HSBC France a mis en place un dispositif visant à prévenir, limiter et contrôler ces risques jusqu'à l'aboutissement du projet, prévu pour 2018.

Rapport de gestion semestriel (suite)

Risque de crédit

Ce risque est présenté dans la Note 9 (CF page 40) de l'annexe aux comptes consolidés résumés.

Risque de marché

Réalité des risques au premier semestre 2016

Le mandat des risques de marché de HSBC France pour le premier semestre de 2016 s'est inscrit dans la continuité de 2015.

Le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne a monopolisé l'attention des marchés au deuxième trimestre 2016. L'annonce du résultat en faveur de la sortie de l'Union Européenne a engendré de forts mouvements de marché, essentiellement sur le marché action et le marché des changes où la livre Sterling s'est fortement repliée face aux principales devises. Le marché obligataire des dettes souveraines européennes a connu une nouvelle baisse des rendements, notamment sur les longues maturités. Dans cette période d'incertitude politique et économique relativement forte, les risques dans les books de trading ont été maintenus à des niveaux les plus faibles possibles, tout en permettant de remplir les obligations relatives à la tenue de marché des dettes souveraines des Etats de la zone Euro.

Value at risk

HSBC France travaille avec le Groupe HSBC sur une amélioration de la méthode actuellement utilisée dans le modèle de *Value at Risk* (VaR) afin de mieux prendre en compte l'environnement de marché particulier, et notamment des niveaux de taux très faibles et négatifs.

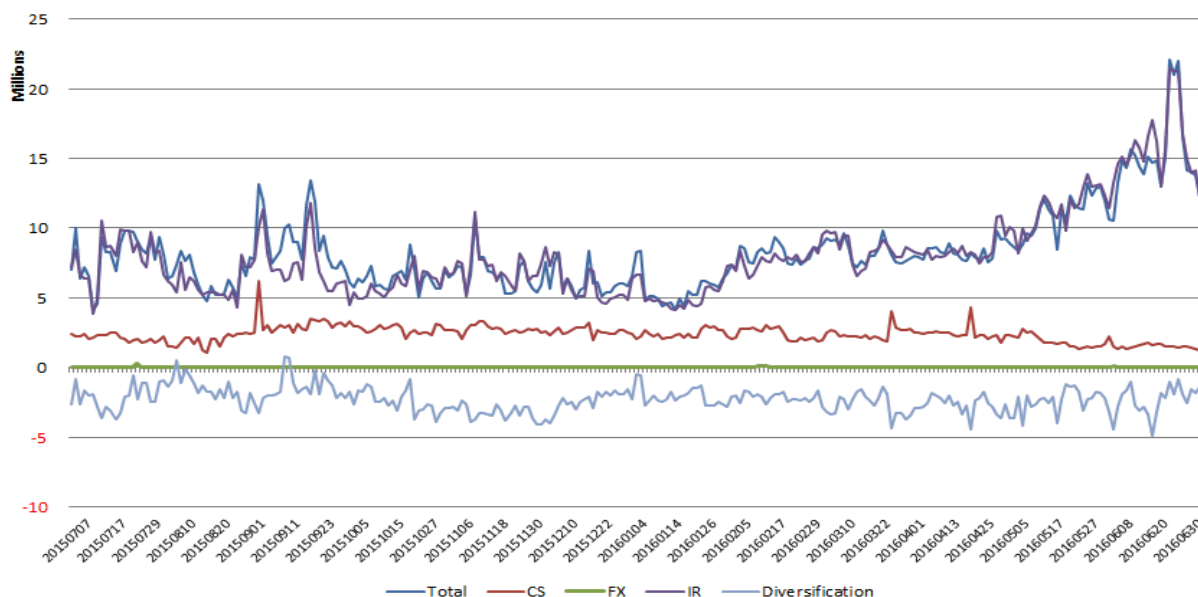
La baisse généralisée des taux, pasés en territoires de plus en plus négatifs, a entraîné une hausse substantielle du niveau de VaR pour HSBC France, en dépit du niveau faible de risque dans les books. Une validation du nouveau modèle élaboré avec le Groupe est en cours d'étude par la Banque centrale européenne.

Value at Risk du portefeuille de Trading

La VaR de Trading provient principalement de l'activité *Global Markets* d'HSBC France. La VaR totale sur la partie trading de l'activité était plus haute au 30 juin 2016 comparée au 31 décembre 2015, en raison de la méthode actuelle qui amplifie les mouvements de courbe de taux constatés sur les marchés.

La VaR 1 jour, utilisée dans le calcul du capital réglementaire des activités de marché, s'élève à :

(en millions d'euros)	Change	Taux d'intérêt	Actions	Spread de crédit	diversification	Total
Au 30 Juin 2016	0,01	12,19	-	1,27	(1,41)	12,21
Moyenne	0,02	8,12	-	2,37	(2,31)	8,29
Maximum	0,26	21,42	-	6,22	(4,85)	22,06
Au 30 Juin 2015	0,01	7,10	-	2,84	(2,24)	7,72
Moyenne	0,02	5,74	-	2,12	(1,60)	6,27
Maximum	0,08	16,71	-	3,88	(4,28)	20,11



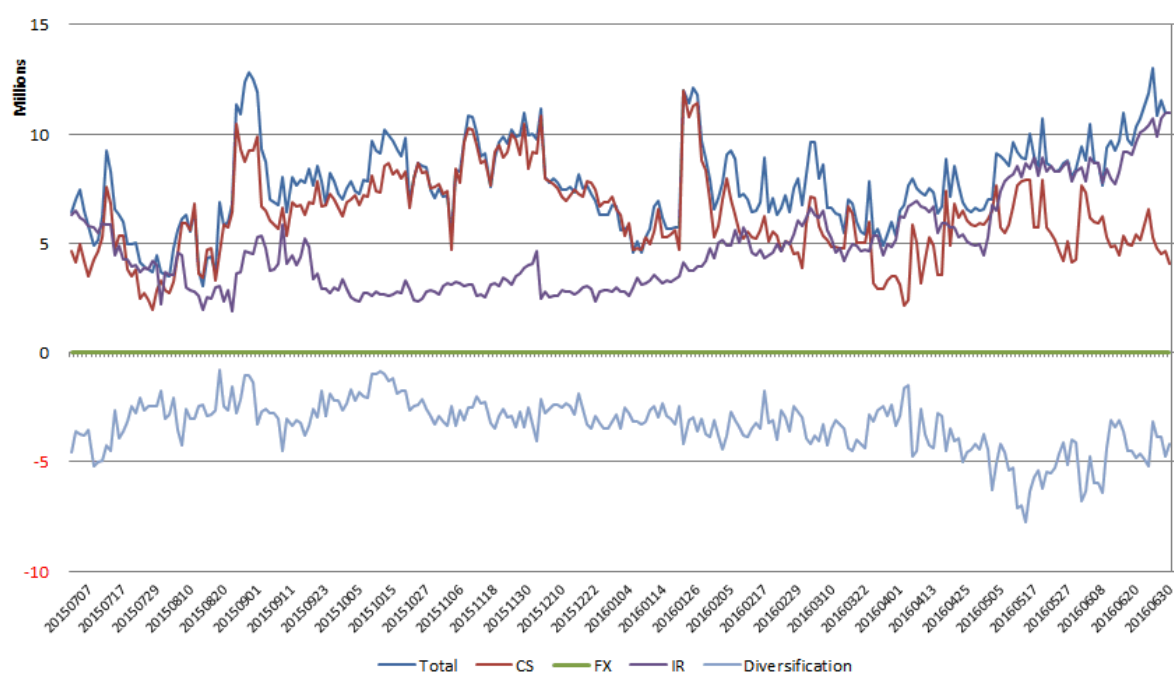
Rapport de gestion semestriel (suite)

Portefeuilles de Banking

Value at Risk du portefeuille de Banking

La VaR des portefeuilles non comptabilisés en Trading était plus haute au 30 juin 2016 qu'au 31 décembre 2015. De même que pour les positions de trading, cette augmentation du niveau de VaR est expliquée par la méthode de calcul actuelle qui amplifie les mouvements de courbe de taux constatés sur les marchés.

(en millions d'euros)	Change	Taux d'intérêt	Actions	Spread de crédit	diversification	Total
Au 30 Juin 2016	-	10,95	-	4,05	(4,16)	10,95
Moyenne	-	4,81	-	6,21	(3,34)	7,72
Maximum	-	10,96	-	12,01	(7,79)	12,99
Au 30 Juin 2015	-	6,42	-	5,67	(4,94)	7,15
Moyenne	-	3,45	-	3,79	(2,48)	4,74
Maximum	-	8,41	-	8,59	(6,22)	10,02



Risques liés à la gestion de la liquidité et du financement

Le risque de liquidité consiste, pour la banque, à ne pas disposer d'un montant suffisant de ressources financières lui permettant de faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou à ne pouvoir le faire qu'à un coût excessif. Le risque se matérialise lorsque les flux de trésorerie sont désynchronisés.

Le risque de financement est le risque qu'une source de financement considérée comme durable (et utilisée pour financer des actifs) se révèle non durable dans le temps. Le risque se matérialise lorsque le financement pour des actifs illiquides ne peut pas être obtenu au coût et moment escomptés.

Rapport de gestion semestriel (suite)

Ratio de liquidité court terme (Liquidity Coverage Ratio – 'LCR')

Le ratio LCR a été développé pour démontrer la résilience à court terme du profil de liquidité de la banque. Le ratio vise à s'assurer que la banque possède un stock suffisant d'actifs liquides de haute qualité ('HQLA') non grevés sous la forme de liquidités ou d'actifs susceptibles d'être convertis en liquidités sans coûts ou avec un coût faible lors de leur cession sur le marché, afin de couvrir les besoins de liquidité pour une période d'observation de stress de 30 jours.

Le ratio LCR pour HSBC France au 30 juin 2016 est de 134%, nettement au-dessus du minimum réglementaire.

Ratio de financement (Net Stable Funding Ratio – 'NSFR')

Le ratio NSFR impose aux institutions de disposer d'un niveau minimum de financement stable par rapport aux besoins de financement stable requis. Le ratio a été développé afin de suivre le profil de financement de la banque au-delà d'un an. Il est utilisé en complément du ratio LCR.

Compte tenu des incertitudes quant aux textes définitifs, le Groupe HSBC a choisi de calculer le ratio selon le texte BCBS295 du Comité de Bâle ; ainsi, les résultats peuvent ne pas être comparables à ceux d'autres banques.

Au 30 juin 2016, le ratio NSFR de HSBC France s'élève à 117%, démontrant la solide position de financement de la banque.

Dettes moyen et long terme

L'encours de financement moyen et long terme (maturité supérieure à 1 an à l'émission) est de 17,9 milliards EUR au 30 juin 2016, en baisse de 0,6 milliard EUR par rapport au 31 décembre 2015.

Au mois de juin 2016, HSBC France a remboursé par anticipation 2,6 milliards EUR au titre du TLTRO I avec une maturité résiduelle supérieure à deux ans et a souscrit 3,0 milliards EUR au titre du TLTRO II avec une maturité de quatre ans.

En outre, dans le cadre de la stratégie de redéploiement des ressources dites *Total Absorbing Loss Capacity* (TLAC), HSBC France a reçu de sa société mère HSBC Bank plc un montant 1,0 milliard EUR sous la forme d'un emprunt interbancaire en mars 2016. Lorsque les conditions qualifiantes définitives auront été définies, cette ressource pourra être convertie en dette éligible au cadre MREL (*Minimum requirement for own funds and eligible liabilities*).

Régulation et supervision

Le premier semestre 2016 a été marqué par la poursuite de la mise en œuvre des règles de Bale III, appliquées en Europe par la Directive CRD4 et le Règlement CRR. Parallèlement à la hausse graduelle des niveaux de fonds propres minimaux, depuis janvier 2016, les établissements bancaires transmettent au superviseur à titre d'information, leur ratio de liquidité de moyen terme NSFR. Ceci s'ajoute au ratio de liquidité de court terme LCR en vigueur depuis 2015.

Pour mémoire, à l'issue d'échanges avec la Banque centrale européenne qui se sont déroulés tout au long de l'année 2015, celle-ci a demandé à HSBC France de maintenir un niveau de fonds propres de la plus haute qualité (*Common Equity Tier 1*) transitionnel de 10 % à compter du 1er janvier 2016 au titre de l'exigence dite de Pilier 2. Ce niveau inclut le coussin de conservation de capital. Par ailleurs, HSBC France n'a pas fait l'objet de demande en capital au titre du coussin pour les institutions systémiques.

Les travaux sur la prévention et la résolution des crises bancaires ont progressé au cours du premier semestre avec la publication de l'Acte Délégué de la Commission Européenne sur les exigences minimales de fonds propres et de passifs dans le cadre du MREL. Ce texte ouvre la voie à la définition des niveaux de MREL pour les banques de la Zone euro par l'autorité unique de résolution.

Enfin, on peut souligner que l'agenda réglementaire et prudentiel est resté très dense au niveau international et européen. Le Comité de Bâle conduit en particulier une série de consultations susceptibles d'avoir un effet significatif sur le montant des actifs pondérés des risques. Les décisions dans ce domaine, dites Bâle IV, sont attendues pour la fin de l'année 2016 et le début d'année 2017. Leur application concrète à HSBC France, comme aux autres banques françaises, passera par leur transposition en droit européen, voire national.

Rapport de gestion semestriel (suite)

Capital

Les données "Pilier 3" de HSBC France figurent dans les déclarations publiées par HSBC Holdings plc et HSBC Bank plc.

Fonds propres réglementaires

	30 juin	31 décembre
<i>(en millions d'euros)</i>	2016	2015
Fonds propres de Base de Catégorie 1	4 728	4 825
Fonds propres de Catégorie 1	4 728	4 825
Fonds propres totaux	4 728	4 825

Les fonds propres de base de HSBC France (*Common Equity Tier One*) sont en légère baisse sur les six premiers mois de 2016, à 4 728 millions EUR.

Le Conseil d'administration a décidé le versement d'un acompte sur dividende de 2,00 euros par action, soit un montant de 135 millions EUR au titre du premier semestre 2016.

Risques pondérés

(données non auditées ni revues)

	30 juin	31 décembre
<i>(en millions d'euros)</i>	2016	2015
Risque de contrepartie	3 798	3 809
Risque de crédit	21 223	21 000
<i>dont IRB</i>	15 866	15 748
<i>dont Standard</i>	5 357	5 252
Risques de marché	4 209	2 594
Risque opérationnel	3 618	3 618
Exigence transitoire	449	1 470
Total risques pondérés	33 297	32 491

Au cours des six premiers mois de 2016, les actifs pondérés des risques prudentiels sont en légère augmentation à 33,3 milliards EUR. La hausse des RWAs au titre des risques de marché est expliquée par la méthode de calcul actuelle de la VaR qui amplifie les mouvements de courbe de taux constatés sur les marchés, cette hausse est partiellement compensée par la diminution de l'exigence transitoire au titre du plancher Bâle I.

En conséquence, le ratio de fonds propres durs (*Common Equity Tier One*) "transitionnel" s'établit à 14,2%, soit un niveau significativement supérieur à l'exigence réglementaire de 10% au titre du pilier 2. En application complète et immédiate de l'ensemble des règles dites Bâle III, le ratio de capital *Common Equity Tier One* "fully loaded" s'élèverait à 14,3%.

	30 juin	31 décembre
<i>Ratios de Capital (%)</i>	2016	2015
CET1	14,2	14,9
Total Tier 1	14,2	14,9
Total Capital	14,2	14,9

Contrôle des grands risques

Le groupe HSBC France respecte les règles imposées par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Sont déclarables en tant que Groupes Grands Risques, les groupes de contreparties liées dont la "valeur d'exposition avant application d'exemptions et d'instruments de réduction du risque de crédit" est supérieure à 10 % des fonds propres éligibles de HSBC France. Au 30 juin 2016, 15 groupes sont considérés comme "Grands Risques".

Rapport de gestion semestriel (suite)

Notations

Au 30 juin 2016, les notations de HSBC France sont les suivantes (note dette senior long terme / perspective / note court terme) :

- Moody's : A2 / négative / P-1 ;
- FitchRatings : AA- / stable / F1+ ;
- Standard and Poor's : AA- / négative / A-1+.

Pour les agences FitchRatings et Standard and Poor's, les notations de HSBC France sont alignées avec celles de HSBC Bank plc (Standard and Poor's) et HSBC Holdings plc (FitchRatings), en raison du caractère stratégique de HSBC France pour le Groupe HSBC. Ces agences ont confirmé les notations de HSBC Bank plc et HSBC Holdings plc au cours du premier semestre 2016.

Durant cette période, l'agence Moody's, a abaissé la perspective des notations long terme de HSBC France à négative en raison de l'abaissement de la perspective de HSBC Holdings plc à négative en relation avec la dégradation des perspectives économiques en Chine.

Suite au référendum en faveur de la sortie de l'Union européenne, les agences Moody's et Standard and Poor's, après avoir dégradé la note souveraine du Royaume-Uni, ont abaissé la perspective de nombreux établissements bancaires britanniques parmi lesquels figure HSBC. Un changement des notations du Groupe HSBC est susceptible d'être répercutée sur HSBC France.

Rapport de gestion semestriel (suite)

Revue de la performance par ligne métier [(périmètre légal)]

Indicateurs alternatifs de performance

Afin d'améliorer la lisibilité de la revue de la performance du Groupe et de ses filiales, HSBC a choisi, en complément des données comptables publiées, de présenter ses principaux agrégats et soldes intermédiaires de gestion selon une vision dite "ajustée". Cette vision consiste à retraiter les données publiées de l'incidence des variations de périmètre et de change entre deux périodes de revue ainsi que de certains éléments significatifs dont la liste et les montants concernant la France sont présentés ci-après :

semestre au 30 juin 2016

<i>(en millions d'euros)</i>	Banque de particuliers et de gestion de patrimoine	Banque d'entreprises	Banque de financement d'investissement et de marchés	Banque privée	Autres activités	Total
Produit net bancaire publié	403	324	381	22	(2)	1 128
Credit spread sur la dette propre sous option juste valeur	-	-	-	-	14	14
Couvertures non éligibles	(25)	-	(7)	-	(4)	(36)
DVA (Debit Valuation Adjustment)	-	-	9	-	-	9
Plus-value de cession Visa Europe	77	31	-	-	-	108
Produit net bancaire ajusté	351	293	379	22	(12)	1 033
Dépréciations pour risques de crédit	(8)	(20)	4	-	-	(24)
Charges publiées	(393)	(185)	(254)	(18)	(54)	(904)
Charges liées aux initiatives stratégiques (<i>Costs to Achieve</i>)	(5)	(5)	(1)	-	(35)	(46)
Provisions et charges liées à des litiges	-	-	(32)	-	-	(32)
Charges Ajustées	(388)	(180)	(221)	(18)	(19)	(826)
Résultat avant impôt publié	2	119	131	4	(56)	200
Total ajustements	47	26	(31)	-	(25)	17
Résultat avant impôt ajusté	(45)	93	162	4	(31)	183

semestre au 30 juin 2015

<i>(en millions d'euros)</i>	Banque de particuliers et de gestion de patrimoine	Banque d'entreprises	Banque de financement d'investissement et de marchés	Banque privée	Autres activités	Total
Produit net bancaire publié	662	314	378	28	(16)	1 366
Credit spread sur la dette propre sous option juste valeur	-	-	-	-	7	7
Couvertures non éligibles	29	-	-	-	-	29
DVA (Debit Valuation Adjustment)	-	-	10	-	-	10
Produit net bancaire ajusté	633	314	368	28	(23)	1 320
Dépréciations pour risques de crédit	(9)	(45)	2	-	-	(52)
Charges publiées	(394)	(194)	(209)	(19)	(18)	(834)
Charges liées aux restructurations	-	-	-	-	-	-
Charges Ajustées	(394)	(194)	(209)	(19)	(18)	(834)
Résultat avant impôt publié	259	75	171	9	(34)	480
Total ajustements	29	-	10	-	7	46
Résultat avant impôt ajusté	230	75	161	9	(41)	434

Rapport de gestion semestriel (suite)

Banque de particuliers et de gestion de patrimoine

HSBC en France poursuit le déploiement de la stratégie du Groupe HSBC et confirme sa position de banque de référence dans l'accompagnement de la clientèle patrimoniale autour de trois axes : la gestion de patrimoine et le crédit immobilier dans le cadre d'une relation bancaire complète, s'appuyant sur une approche multicanale.

Le nombre de clients de la banque de détail et de gestion de patrimoine de HSBC en France est désormais d'environ 808 000, avec environ 26 000 nouvelles entrées en relation depuis le début de l'année 2016. Celles-ci se font majoritairement avec des clients éligibles à l'offre HSBC Premier, qui reste au cœur de l'effort commercial de HSBC France. Ainsi la proportion des clients HSBC Premier dans l'ensemble progresse, pour représenter 50% de la clientèle.

Le total des actifs confiés par les clients particuliers progresse de 0,3% et s'élève, à fin juin 2016, à 37,5 milliards EUR contre 37,4 milliards EUR un an auparavant, dans un contexte de marchés baissiers.

La Gestion de patrimoine bénéficie de l'augmentation des dépôts clientèle, dont les encours s'établissent fin juin 2016 à 14,6 milliards EUR, avec une progression de 2,5%. En particulier les dépôts à vue, dont l'encours progresse de 7% à 7,4 milliards EUR. L'encours sur les livrets d'épargne est légèrement en retrait de -1%, dans un marché globalement baissier. On constate une baisse sensible de la marge nette d'intérêt dans un contexte de forte baisse des taux.

Sur le premier semestre 2016, dans des conditions de marché moins favorables (baisse des taux d'intérêt et indices actions ayant un impact négatif sur la PVIF), la collecte en assurance-vie s'élève à 1 milliard EUR au 30 juin 2016, en baisse de 5% par rapport à 2015. Au sein de celle-ci, les contrats libellés en unités de compte représentent 17%, soit un recul par rapport à la fin d'année 2015 (avec 22% de collecte en unités de compte), s'expliquant par l'aversion au risque des assurés dans un environnement économique défavorable. La collecte nette est positive. Les actifs gérés par la société d'assurance représentent désormais 18,8 milliards EUR contre 18,7 milliards EUR un an plus tôt (+0,5%).

L'expertise d'HSBC Assurances et l'adéquation de ses produits aux besoins des clients particuliers, professionnels et entreprises en matière d'assurance vie, retraite et prévoyance ont été une fois de plus reconnue en 2016 par différentes récompenses, dont le Trophée d'Or des contrats d'assurance Vie (Magazine Le Revenu) pour HSBC Stratégie Patrimoine.

Concernant le métier de Gestion d'actifs, les encours gérés et distribués sont en progression de 2 % sur le semestre, à 79,5 milliards EUR. Cette performance a notamment été obtenue par une collecte de 0,2 milliard EUR sur des produits de moyen long terme, une collecte de 1,5 milliard EUR sur les produits monétaires. Dans ce contexte, de nombreuses récompenses ont été attribuées à la Gestion d'actifs de HSBC durant ce premier semestre :

- le meilleur fonds "grandes valeurs françaises" sur 5 ans¹, les meilleures performances et le label Excellence sur le fond "small et mid cap" sur 5 ans², la meilleure "Gestion Diversifiée" sur 5 ans³ ;
- la SCPI Elysées Pierre a également obtenu, pour la troisième année consécutive, le prix de la meilleure SCPI sur 5 ans⁶, et la meilleure performance globale sur 15 ans⁷.

Les encours de crédits aux particuliers, à 17,6 milliards EUR, augmentent de près de 2 % sur un an. La production de nouveaux crédits immobiliers, à 1,5 milliard EUR, est en retrait de 0,2 milliard EUR par rapport à celle des six premiers mois de 2015. Cette production continue d'être réalisée avec des niveaux de marge satisfaisants après prise en compte du coût de la liquidité. Il est à noter que le montant significatif des remboursements anticipés et de renégociations constaté en 2015 pèse sur la marge du stock de crédits. Les remboursements anticipés et renégociations sont moins élevés au premier semestre 2016 mais pourraient augmenter dans un contexte de poursuite de la baisse des taux.

L'attention portée au développement d'une relation bancaire multicanale s'est notamment traduite par le lancement, dans les 9 derniers mois, de l'entrée en relation, de la souscription de crédit immobilier et de la souscription de crédit personnel en ligne. En avril 2016, HSBC France a été la première banque en France à permettre à ses clients d'accéder à la gestion de leurs comptes et réaliser des transactions sécurisées grâce à l'authentification biométrique par empreinte digitale.

¹ Lipper awards 2016

² Corbeilles Mieux Vivre Votre Argent 2016

³ Corbeilles Mieux Vivre Votre Argent 2016

⁶ Grand prix des SCPI Mieux Vivre Votre Argent 2016

⁷ Jury du magazine Gestion de Fortune

Rapport de gestion semestriel (suite)

Au total, les revenus ajustés, retraités de la variation de valeur des couvertures non éligibles et de la plus-value sur titre Visa Europe, s'établissent à 351 millions EUR contre 633 millions EUR à fin juin 2015. Ils sont très fortement impactés par les variations de la PVIF économique¹ qui s'établit à -81 millions EUR contre 133 millions EUR à fin juin 2015. En excluant l'impact de ces variations, les revenus sont en retrait de 14% essentiellement du fait de l'impact de l'environnement de taux bas sur les marges et des marchés baissiers sur les commissions de gestion et de distribution d'actifs financiers.

Les Dépréciations pour risques de crédit de la Banque de particuliers sont maîtrisées à 8 millions EUR, en retrait de 10% par rapport à fin juin 2015.

Les charges d'exploitation publiées sont stables à 393 millions EUR, les coûts du semestre sont cependant impactés par l'augmentation de la contribution au FRU (représentant 2% de la base de coûts) et par des dépenses liées aux initiatives stratégiques. Ces coûts supplémentaires ont été compensés par des efforts de réduction de la base de coûts. Ainsi, hors contribution au FRU, les charges ajustées sont en baisse de près de 4%.

Au titre du premier semestre 2016, le résultat avant impôt publié de la Banque de particuliers et de gestion de patrimoine s'élève à 2 millions EUR. En vision ajustée, le résultat avant impôt s'établit à -45 millions EUR contre 230 millions EUR à fin juin 2015. Cette forte baisse est principalement liée à la baisse des revenus de l'assurance producteur, liée à la variation négative de la PVIF, à la baisse des marchés financiers pesant sur les commissions de gestion d'actifs et à l'impact de la forte baisse des taux sur la marge d'intermédiation partiellement compensée par la progression des encours de dépôts et de crédit et des encours d'assurance-vie distribués.

Banque d'entreprises

La Banque d'entreprises fournit un large éventail de services bancaires et financiers pour permettre aux clients entreprises de gérer et de développer leurs activités locales et à l'international.

HSBC France continue de contribuer au développement des entreprises et a augmenté son encours moyen de crédits à la clientèle de 5%, à 10,8 milliards EUR, dans un contexte de reprise de la demande de crédit, en particulier pour les encours de crédits à moyen et long terme. Les encours moyens de dépôts progressent de 3% (à 11,3 milliards EUR) par rapport au premier semestre 2015.

Les revenus avant provisions sont en augmentation de 3% à 324 millions EUR. En base ajustée, excluant la plus-value sur le titre Visa Europe, ils s'établissent à 293 millions EUR (-7%). Les revenus subissent l'impact prolongé d'un environnement de taux historiquement bas et la baisse des commissions issues d'opérations de financements et de change sur le segment des plus grandes entreprises, après la très bonne performance du premier semestre 2015 dans ces domaines.

La Banque d'entreprises a participé au montage de plusieurs opérations financières significatives pour le compte de ses plus importants clients en lien avec la Banque de financement, d'investissement et de marchés.

Le coût du risque de la Banque d'entreprises s'élève à 20 millions EUR, en amélioration sensible par rapport aux 45 millions EUR du premier semestre 2015. Le taux de provisionnement s'établit à un niveau faible de 0,48% des encours clientèle. Cette amélioration provient de la baisse des provisions individuelles et d'une reprise de provision collective.

Les charges d'exploitation apparaissent maîtrisées sur l'exercice à 185 millions EUR et baissent de -5% par rapport au premier semestre 2015, malgré l'impact défavorable de la contribution au Fonds de résolution unique ainsi que des dépenses et investissements pour ses initiatives stratégiques. Ainsi, en dépit d'un contexte économique incertain, les résultats de la Banque d'entreprises demeurent résilients, avec un coefficient d'exploitation à 61% sur une base ajustée.

La Banque d'entreprises présente un résultat avant impôt publié de 119 millions EUR contre 75 millions EUR au 30 juin 2015. Le résultat avant impôt ajusté est de 94 millions EUR et 75 millions EUR au 30 juin 2015.

Les revenus générés par les clients français dans les autres entités du Groupe HSBC à l'étranger représentent depuis fin 2015 plus d'un tiers des revenus générés en France par ces mêmes entreprises. A fin juin 2016, ces revenus générés à l'étranger sont en progression de 13%. Les clients des autres entités du Groupe HSBC ont généré en France des revenus en léger repli. HSBC reste un partenaire clé pour les entreprises françaises cherchant à s'implanter à l'étranger et pour les entreprises étrangères souhaitant se développer en France.

Banque de financement, d'investissement et de marchés

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe HSBC, la France demeure le centre d'expertise du Groupe sur les produits de taux libellés en euro ainsi que sur les dérivés structurés. Le Groupe HSBC continue d'accompagner les grands clients dans leur développement dans 62 pays.

Les activités de marché ont été impactées par une volatilité accrue avec la correction du prix du pétrole, des matières premières et des principaux indices. Sur l'ensemble du semestre, les activités de marchés ont été marquées par un volume d'activité sur les marchés primaires faible en début d'année puis par une volatilité accrue notamment en juin du fait de

¹ La PVIF économique comprend la PVIF comptable, les instruments de couverture et les provisions techniques

Rapport de gestion semestriel (suite)

l'incertitude liée au référendum au Royaume Uni. Dans ce contexte, les revenus des activités structurées de taux ont fortement progressé du fait d'une activité clientèle soutenue. Cette performance compense la baisse des revenus sur les activités de taux "vanille" qui maintiennent néanmoins leurs parts de marché. HSBC continue de se positionner comme acteur majeur dans le domaine de la dette souveraine libellée en euros et se classe en 2^{ème} position pour les émissions de dettes souveraines de la Zone euro¹.

Concernant la Banque de financement et d'investissement, les résultats sont affectés par une réduction des marges en dépit d'une progression des encours moyens de crédit. Cette tendance est compensée par les bons résultats des émissions de dette sur les marchés primaires et des opérations de financements d'actifs (notamment sur Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et le secteur aéronautique). Dans cet environnement, HSBC stabilise sa position, en terminant à la 5^{ème} place sur le marché de la dette obligataire en France².

Le métier fusions acquisitions a réalisé une performance satisfaisante, soutenu par le conseil auprès de la clientèle corporate, notamment sur des opérations de cessions d'actifs en Asie. Concernant les opérations de haut de bilan, l'activité relative aux augmentations de capital et introductions en bourse a été limitée dans un marché plutôt attentiste.

HSBC a stabilisé ses revenus avec les grands clients français tant en France qu'à l'étranger par rapport à l'an dernier sur la même période. La part des revenus réalisés en France par les grands clients des autres entités du Groupe HSBC fléchit légèrement sur les premiers mois de 2016.

Au total, les revenus de la Banque de financement, d'investissement et de marchés s'établissent à 381 millions EUR, contre 378 millions EUR au premier semestre de l'an passé. Les revenus ajustés, hors la variation de DVA et de couvertures non éligibles, s'élèvent à 379 millions EUR au premier semestre 2016 et 368 millions EUR en 2015.

Les dépréciations pour risque de crédit sont en reprise nette au premier semestre 2016, tout comme au premier semestre 2015.

Les charges d'exploitation passent de 209 millions EUR en 2015 à 254 millions EUR au premier semestre 2016. Cette hausse s'explique notamment par l'impact d'une provision pour litiges ainsi que par l'augmentation sensible de la cotisation au Fonds de résolution unique. Hors ces deux éléments, les charges de la BFI sont en baisse de 10%.

Le résultat avant impôt publié s'élève à 131 millions EUR au premier semestre 2016 et le résultat avant impôt ajusté progresse à 162 millions EUR.

Banque privée

Le métier de Banque privée se concentre sur la clientèle de particuliers fortunés, dont les avoirs confiés sont supérieurs à 3 millions EUR, et leur propose une gamme étendue et diversifiée de solutions d'investissements et de crédit, renforcée par les synergies fortes avec le réseau du Groupe HSBC, notamment la Banque d'entreprises en France.

Les encours sous gestion, à 6,9 milliards EUR à fin juin 2016, progressent de 3% par rapport au 30 juin 2015, bénéficiant d'une collecte nette positive de 583 millions EUR essentiellement sur la clientèle résidente. Ceci dans un environnement de marché très défavorable.

L'activité commerciale a connu une forte dynamique, les revenus sont en retrait à 22 millions EUR, souffrant principalement de l'impact négatif de la variation de la PVIF de -4,7 millions EUR. Les charges, à 18 millions EUR, profitent des synergies liées à la mutualisation des plates-formes avec les autres métiers et d'un pilotage rigoureux. Le résultat avant impôt de la Banque privée est en retrait, à 4 millions EUR au 30 juin 2016.

Autres activités

La ligne "Autres activités" comprend des éléments de revenus et de charges n'ayant pas vocation à être affectés aux lignes métiers. Il s'agit notamment de la variation de valeur de la dette propre sous option juste valeur due au spread de crédit, du résultat lié à des effets comptables sur opérations de couverture ainsi que de la contribution de la banque à la taxe systémique qui devrait faire l'objet d'une récupération en fin d'année. Ce segment intègre également en 2016 des coûts de restructuration ainsi que des coûts de projets informatiques liés aux initiatives stratégiques dans les domaines de la banque digitale et de la modernisation des outils.

¹ Source : Dealogic fin juin 2016 (émetteurs souverains, supranationaux et agences)

² Source : Dealogic fin juin 2016

Rapport de gestion semestriel (suite)

Résultats financiers des activités de HSBC en France (périmètre managérial)

Au premier semestre 2016, le résultat avant impôt des activités de HSBC en France s'élève à 194 millions EUR, contre 527 millions EUR au premier semestre 2015.

Le périmètre managérial comprend, d'une part, le groupe HSBC France et, d'autre part, la succursale à Paris de HSBC Bank plc, qui porte les activités de dérivés sur actions mais exclut les coûts de financement de l'acquisition du CCF.

Résultats financiers du pays "France" considéré par HSBC Holdings plc dans sa vision géographique de la contribution aux résultats du Groupe HSBC

Au premier semestre 2016, le pays "France", tel que considéré par le Groupe HSBC, a contribué au résultat avant impôt du Groupe à hauteur de 212 millions USD (189 millions EUR), contre 623 millions USD (563 millions EUR) au premier semestre 2015.

La contribution du pays "France" aux résultats du Groupe HSBC inclut, d'une part, le groupe HSBC France, à l'exclusion du résultat d'entités situées hors de France et, d'autre part, la succursale à Paris de HSBC Bank plc, qui porte les activités de dérivés sur actions et, jusqu'à fin 2015, les coûts de financement de l'acquisition du CCF. Les variations d'une année sur l'autre sont affectées par l'évolution du taux de change euro-dollar.

Perspectives du second semestre 2016

Au deuxième semestre, la baisse des taux devrait continuer de peser sur la marge d'intermédiation de l'activité bancaire en France. Le niveau de remboursements anticipés et de renégociations pourrait augmenter si la baisse des taux devait se poursuivre et les métiers de la Gestion d'actifs et de l'Assurance-vie pourraient continuer d'évoluer dans un contexte de marché défavorable.

En revanche, les perspectives de reprise progressive de la croissance économique en France peuvent laisser augurer une amélioration de la situation des entreprises et un possible regain d'activité.

Dans ce contexte, HSBC France met en œuvre sa stratégie visant à compenser les effets défavorables évoqués ci-dessus en améliorant la qualité de service fourni aux clients en investissant dans le domaine de la banque digitale et en maintenant ou améliorant ses parts de marché grâce à l'ouverture internationale du Groupe HSBC.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2016

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2016	30.06.2015
Intérêts et produits assimilés		841	939
Intérêts et charges assimilées		(178)	(157)
Marge nette d'intérêt	4	663	782
Commissions (produits)		470	473
Commissions (charges)		(136)	(130)
Commissions nettes	4	334	343
Opérations des portefeuilles de transaction excluant la marge nette d'intérêt		101	37
Marge nette d'intérêts sur les opérations des portefeuilles de transaction		43	142
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction	4	144	179
Variation de la juste valeur des dettes à long terme et des dérivés associés		17	(7)
Résultat net des autres instruments financiers sous option juste valeur		(194)	354
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur		(177)	347
Résultat net de cession des investissements financiers		123	23
Dividendes reçus		1	1
Primes d'assurance nettes		1 018	1 073
Autres produits d'exploitation		(90)	149
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit		2 016	2 897
Engagements nets des sinistres, prestations versées et variation des dettes aux assurés		(888)	(1 531)
Total du produit net bancaire avant dépréciation des prêts (charges)/reprises et des autres provisions pour risque de crédit	4	1 128	1 366
Dépréciations pour risques de crédit	3	(24)	(52)
Produit net bancaire		1 104	1 314
Frais de personnel		(464)	(474)
Frais généraux et administratifs		(417)	(333)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles		(19)	(23)
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles		(4)	(4)
Total des charges d'exploitation	4	(904)	(834)
Résultat d'exploitation	4	200	480
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat avant impôt		200	480
Impôt sur les bénéfices		(29)	(180)
Résultat net		171	300
Résultat net part du Groupe		171	299
Part des intérêts non contrôlant		-	1

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

Etat consolidé du résultat global au 30 juin 2016

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2016	30.06.2015
Résultat net (a)		171	300
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres			
Eléments pouvant être reclassés par la suite en compte de résultat sous certaines conditions :			
Titres disponibles à la vente : (b)			
		(57)	(16)
– profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres		73	(1)
– cessions comptabilisées en compte de résultat		(120)	(24)
– pertes de valeur comptabilisées en compte de résultat		–	(1)
– impôt différé net passé en capitaux propres		(10)	10
Couvertures de flux de trésorerie : (c)			
		48	(60)
– profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres		101	(61)
– cessions comptabilisées en compte de résultat		(26)	(32)
– impôt différé net passé en capitaux propres		(27)	33
Différence de change nette d'impôt différé (d)		(8)	–
Total variation d'actifs et de passifs pouvant être reclassés en compte de résultat sous certaines conditions (b) + (c) + (d) = (e)		(17)	(76)
Eléments ne pouvant pas être reclassés par la suite en compte de résultat :			
Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies			
		(9)	–
– bénéfices avant intérêt et impôts		(13)	–
– impôt différé net passé en capitaux propres		4	–
Total variation d'actifs et de passifs ne pouvant être reclassés par la suite en compte de résultats (f)		(9)	–
Total du résultat global (a) + (e) + (f)		145	224
Total des produits et charges :			
– part du Groupe		146	219
– part des intérêts non contrôlant		(1)	5
		145	224

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

Bilan consolidé au 30 juin 2016

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2016	31.12.2015
Caisse, banques centrales et CCP		3 190	395
Comptes d'encaissement		311	381
Portefeuille de transaction	6	35 694	27 161
Actifs financiers sous option juste valeur	6	6 508	6 768
Instruments dérivés	6	61 575	49 484
Prêts et créances sur les établissements de crédit	7, 9	4 046	4 660
Prêts et créances sur la clientèle	7, 9	40 420	38 524
Opérations de prise en pension – hors-trading	7	12 183	10 163
Investissements financiers disponibles à la vente	6	29 188	27 677
Autres actifs		366	258
Impôt courant		78	149
Comptes de régularisation		809	852
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint		2	2
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles		763	860
Immobilisations corporelles		826	828
Actifs d'impôt différé		235	296
TOTAL DE L'ACTIF		196 194	168 458

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2016	31.12.2015
Dettes			
Dettes envers les établissements de crédit	7	8 557	7 086
Comptes créditeurs de la clientèle	7	35 948	32 811
Opérations de prise en pension – hors-trading	7	12 858	10 283
Comptes d'encaissement		428	385
Portefeuille de transaction	6	35 348	22 647
Passifs financiers sous option juste valeur	6	8 617	8 476
Instruments dérivés	6	58 557	46 903
Dettes représentées par un titre	7	6 316	10 501
Autres passifs		611	914
Impôt courant		18	32
Passifs des contrats d'assurance		21 183	20 943
Comptes de régularisation		910	762
Provisions pour risques et charges	8	164	132
Passifs d'impôt différé		165	204
Provisions pour retraites		180	165
Dettes subordonnées	7	276	276
TOTAL DES DETTES		190 136	162 520
Fonds propres			
Capital social appelé		337	337
Primes d'émission		16	16
Autres réserves		1 748	1 765
Report à nouveau et résultat de la période		3 860	3 720
TOTAL DES FONDS PROPRES – PART DU GROUPE		5 961	5 838
Part des intérêts non contrôlant		97	100
TOTAL DES FONDS PROPRES		6 058	5 938
TOTAL DU PASSIF		196 194	168 458

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

Tableau des flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2016

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2016	30.06.2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat avant impôt		200	480
Résultat net d'impôts des activités cédées		-	-
Retraitements :			
- éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôt		97	73
- variation des actifs d'exploitation		6 695	4 532
- variation des passifs d'exploitation		2 977	2 458
- écarts de change		18	(31)
- (gain)/perte net sur activités d'investissement		(123)	(23)
- part des résultats des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-
- contribution versée au titre des avantages postérieurs à l'emploi		-	-
- impôts (versés/reçus)		(79)	(29)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		9 785	7 460
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'investissements financiers		(4 177)	(5 291)
Produits sur cessions et arrivées à échéance d'investissements financiers		3 051	2 499
Acquisition d'actifs corporels		(18)	(16)
Produits sur ventes d'actifs corporels		-	3
Acquisition de goodwill et d'actifs incorporels		(4)	(5)
Produits sur ventes de goodwill et d'actifs incorporels		1	-
Acquisition d'entreprises liées et activités et/ou augmentation des parts détenues dans des entreprises liées et activités		-	-
Flux nets de trésorerie sur cession de participations consolidées		-	-
Produits sur cessions de participations dans des entreprises liées		-	-
Achats d'actions HSBC dans le cadre des paiements à base d'actions		-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		(1 147)	(2 810)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Emission d'actions – intérêts non contrôlant		-	-
Actions propres achetées		-	-
Passifs subordonnés émis		-	-
Passifs subordonnés remboursés		-	-
Flux nets de trésorerie sur évolution de la participation dans les filiales		-	-
Dividendes versés	2	(30)	(150)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant		-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		(30)	(150)
Variation nette de la trésorerie		8 608	4 500
Trésorerie en début de période		2 604	4 127
Effet de change sur la trésorerie		(10)	40
Trésorerie en fin de période		11 202	8 667

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2016

(en millions d'euros)	Notes	2016								Total des capitaux propres	
		Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Autres réserves			Capitaux propres part du groupe	Intérêts non contrôlant		
					Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion ¹				Autres réserves
Au 1^{er} janvier		337	16	3 720	208	(44)	14	1 587	5 838	100	5 938
Résultat net		-	-	171	-	-	-	-	171	-	171
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres		-	-	(9)	(57)	48	(7)	-	(25)	(1)	(26)
- Titres disponibles à la vente					(57)				(57)		(57)
- Couvertures de flux de trésorerie						48			48		48
- Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies ..				(9)					(9)		(9)
- Ecart de change							(7)		(7)	(1)	(8)
Total du résultat global		-	-	162	(57)	48	(7)	-	146	(1)	145
- Dividendes	2			(30)					(30)		(30)
- Paiements à base d'actions				(11)					(11)		(11)
- Coûts des accords de paiement à base d'actions				4					4		4
- Autres mouvements				15	(1)				14	(2)	12
- Transferts											
- Acquisition et cession de filiales / entreprises											
Total autres		-	-	(22)	(1)	-	-	-	(23)	(2)	(25)
Au 30 juin		337	16	3 860	150	4	7	1 587	5 961	97	6 058

¹ Cette colonne comprend la réévaluation de l'investissement dans HBME Limited Partnership, dont la devise fonctionnelle est l'USD.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

(en millions d'euros)	2015									
	Autres réserves							Capitaux propres part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Autres réserves			
Au 1 ^{er} janvier	337	16	3 732	133	2	(20)	1 533	5 733	71	5 804
Résultat net	–	–	299	–	–	–	–	299	1	300
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres	–	–	–	(16)	(60)	(4)	–	(80)	4	(76)
– Titres disponibles à la vente				(16)				(16)		(16)
– Couvertures de flux de trésorerie					(60)			(60)		(60)
– Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies						(4)		(4)		
– Ecart de change									4	
Total du résultat global	–	–	299	(16)	(60)	(4)	–	219	5	224
– Dividendes			(150)					(150)		(150)
– Paiements à base d'actions			(10)					(10)		(10)
– Coûts des accords de paiement à base d'actions			7					7		7
– Autres mouvements			6					6	(3)	3
– Transferts										
– Acquisition et cession de filiales / entreprises										
Total autres	–	–	(147)	–	–	–	–	(147)	(3)	(150)
Au 30 Juin	337	16	3 884	117	(58)	(24)	1 533	5 805	73	5 878

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)**Notes annexes aux comptes consolidés résumés****1 Base d'établissement****a Conformité avec les normes comptables internationales “*International Financial Reporting Standards*” (IFRS)**

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) regroupent les normes comptables publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) ainsi que les interprétations formulées ou adoptées par l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC).

HSBC France est une société domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés de HSBC France pour le semestre clos au 30 juin 2016 se composent des états financiers de HSBC France et de ses filiales, ainsi que des participations du groupe HSBC France dans des entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint.

Les états financiers semestriels consolidés résumés de HSBC France ont été établis conformément à la norme IAS 34 “Information financière intermédiaire”, telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et adoptée par l'Union européenne (UE). Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations publiées dans les états financiers annuels et doivent être consultés avec les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2015 ont été établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards* - IFRS), telles que publiées par l'IASB et adoptées par l'UE. Ces normes peuvent différer des normes IFRS publiées par l'IASB lorsqu'une norme IFRS est adoptée ou amendée et que cette adoption ou modification n'a pas été ratifiée par l'UE. Au 31 décembre 2015, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de l'exercice clos à cette date avaient été adoptées par l'UE et il n'existait aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB. Par conséquent, les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015 ont été établis conformément aux normes IFRS telles que publiées par l'IASB.

Au cours du premier semestre 2016, aucune nouvelle norme n'a été mise en œuvre. Au 30 juin 2016, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de la période clôturée à cette date ont été adoptées par l'UE et il n'existe aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB.

Les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2015 sont disponibles sur demande auprès du siège de HSBC France, 103 avenue des Champs Elysées – 75419 Paris Cedex 08 ou sur le site Internet www.hsbc.fr.

Les présents états financiers semestriels consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016.

b Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures. Outre les informations disponibles, l'établissement d'estimations comporte nécessairement une certaine part d'appréciation, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations.

La Direction estime que tous les ajustements récurrents et normaux, indispensables à une présentation fidèle du résultat net, de la situation financière et des flux de trésorerie de HSBC France au titre de la période présentée ont été pris en compte.

Les jugements significatifs apportés par la Direction lors de l'application des principes comptables du groupe et les principales sources d'incertitudes dans les estimations sont les mêmes que ceux relatifs aux états financiers clos au 31 décembre 2015, à l'exception du changement intervenu dans le modèle d'estimation de la valeur actualisée des marges futures liées aux contrats d'assurance en portefeuille (PVIF ou Present Value In Force), cf. note 5.

c Composition du groupe HSBC France

Il n'y a pas eu de modification notable de la composition du groupe HSBC France au cours de la période. Les changements intervenus lors du premier semestre sont décrits en note 13 du présent document.

d Principes comptables

Les principes comptables appliqués par HSBC France pour l'établissement de son rapport semestriel sont conformes à ceux décrits en notes 1 et 2 des états financiers du Document de référence 2015.

La description des évolutions comptables à venir sur les prochains exercices est fournie en note 1b du Document de référence 2015.

Les efforts du projet IFRS 9 portent principalement sur le développement des modèles et processus de dépréciation. Jusqu'à ce que les modèles définitifs aient été développés et testés, HSBC France n'est pas en mesure d'estimer de façon fiable les impacts potentiels sur les états financiers ainsi que les conséquences sur les exigences en capital réglementaire.

e Principe de continuité d'exploitation

Les états financiers ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, le management considérant que le Groupe et la maison mère disposent des ressources nécessaires aux besoins de l'activité dans le futur. Ce principe de continuité d'exploitation s'appuie sur un large éventail d'informations ayant trait aux conditions économiques actuelles et futures, incluant les projections de rentabilité, de flux de trésorerie et de ressources en capital.

f Evènements significatifs de la période

Fonds de Résolution Unique (FRU)

La contribution de HSBC France pour l'année 2016 s'élève à 67 millions EUR dont 10 millions EUR ont été enregistrés au bilan en dépôts de garantie.

VISA

Le titre Visa Europe a été cédé le 21 juin 2016 à Visa Inc conformément aux termes du protocole de rachat. L'impact avant impôt sur le compte de résultat s'élève à 108 millions EUR.

Targeted Long-Term Refinancing Operation (TLTRO)

HSBC France a remboursé de façon anticipée les tirages TLTRO I pour un montant total de 2,6 milliards EUR et a participé à la deuxième série d'opération de refinancement à long-terme (TLTRO II) pour un montant de 3 milliards EUR au 30 juin 2016.

Total Loss Absorbing Capacity (TLAC)

Dans le cadre de la stratégie de redéploiement des ressources dites 'TLAC', HSBC France a reçu de sa société mère HSBC Bank plc un montant de 1 milliard EUR sous la forme d'un emprunt interbancaire en mars 2016.

Present Value of In Force long term insurance business (PVIF)

Le modèle de PVIF a été impacté par un changement réglementaire lors du premier semestre 2016. Les impacts sont décrits dans la Note 5 PVIF du présent document.

2 Dividendes

a Dividendes au titre de l'exercice 2016

Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 a décidé la distribution d'un acompte sur dividende de 2,00 EUR par action au titre de l'exercice 2016 soit un total de 134 875 654 EUR.

b Dividendes au titre de l'exercice 2015

Le Conseil d'Administration du 18 décembre 2015 a décidé la mise en paiement d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2015 de 3,71 EUR par action. Cet acompte sur dividende a été versé le 21 décembre 2015 aux 67 437 827 actions en circulation à cette date.

Le Conseil d'Administration du 8 février 2016 a proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 avril 2016, de distribuer un dividende de 4,15 EUR par action au titre de l'exercice 2015 soit un montant total de 279 866 982,05 EUR. Le dividende, approuvé par les actionnaires, a été versé le 28 avril 2016, après déduction de l'acompte sur dividende de 3,71 EUR déjà versé, soit un total versé de 29,7 millions EUR.

c Dividende et bénéfice par action

<i>(en euros)</i>	<u>30 Juin 2016</u>	<u>30 Juin 2015</u>	<u>31 Décembre 2015</u>
Bénéfice par action	2,54	4,43	6,61
Bénéfice par action après dilution	2,54	4,43	6,61
Dividende par action	2,00	–	4,15

Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe de 171 millions EUR par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, à l'exclusion des actions détenues par la Société, soit 67 437 827 actions (au 30 juin 2015, le bénéfice était de 299 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 827 ; au 31 décembre 2015, le bénéfice était de 445 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 827).

Le bénéfice par action après dilution est calculé en divisant le résultat, sans ajustement au titre de l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles (y compris des options de souscription d'actions en circulation non encore exercées), par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exclusion des actions détenues par la Société, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises en cas de conversion de la totalité des actions ordinaires potentielles à effet dilutif, soit 67 437 827 actions (au 30 juin 2015, 67 437 827 actions ; au 31 décembre 2015, 67 437 827 actions).

3 Dépréciations pour risques de crédit

a Variation des dépréciations pour l'ensemble des créances :

(en millions d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Dépréciations pour l'ensemble des créances		
- Dotations de l'exercice nettes de reprise	(25)	(54)
- Récupérations sur créances amorties	1	1
Sous-Total	(24)	(53)
Reprise de dépréciations sur titres et autres dépréciations pour risques de crédit	-	1
Total	(24)	(52)

b Variation des dépréciations ventilées en prêts évalués individuellement et collectivement :

(en millions d'euros)	2016		
	<i>Prêts évalués indivi- duellement</i>	<i>Prêts évalués collecti- vement</i>	<i>Total</i>
Au 1^{er} janvier	(609)	(77)	(686)
Reprises de dépréciations utilisées	58	-	58
Reprises de dépréciations disponibles	(1)	-	(1)
(Dotations) de l'exercice	(35)	10	(25)
Variations de change et autres mouvements	4	-	4
Au 30 juin	(583)	(67)	(650)

(en millions d'euros)	2015		
	<i>Prêts évalués indivi- duellement</i>	<i>Prêts évalués collecti- vement</i>	<i>Total</i>
Au 1 ^{er} janvier	(614)	(75)	(689)
Reprises de dépréciations utilisées	51	-	51
Reprises de dépréciations disponibles ¹	(1)	-	(1)
(Dotations) de l'exercice ¹	(53)	(1)	(54)
Variations de change et autres mouvements	4	-	4
Au 30 juin	(613)	(76)	(689)

¹ Les montants de reprises et dotations sont présentés en net.

4 Ventilation des résultats par métier
a Information sur le compte de résultat

La ventilation des résultats par métier, précédemment présentée en vision "HSBC en France" ou "Périmètre Managed" (*ie* incluant l'entité HSBC Bank Plc Paris Branch hors le coût de la dette d'acquisition du CCF) est dorénavant présentée en "Périmètre Légal" (*ie* en excluant l'entité HSBC Bank Plc Paris Branch) par souci de cohérence avec les états financiers présentés dans ce document.

30 juin 2016							
(en millions d'euros)	<i>Banque de particuliers et de gestion de patrimoine</i>	<i>Banque d'entreprises</i>	<i>Banque de financement, d'investissement et de marchés</i>	<i>Banque privée</i>	<i>Autres</i>	<i>Inter-segment</i>	<i>Total</i>
Marge nette d'intérêts	384	179	105	13	(18)	-	663
Commissions	143	106	74	11	-	-	334
Activité de trading et de couverture	(48)	-	190	2	-	-	144
Autres produits d'exploitation	(76)	39	12	(4)	17	(1)	(13)
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit	403	324	381	22	(1)	(1)	1 128
Dépréciations pour risques de crédit	(8)	(20)	4	-	-	-	(24)
Produit net bancaire	395	304	385	22	(1)	(1)	1 104
Total charges d'exploitation	(393)	(185)	(254)	(18)	(55)	1	(904)
Résultat d'exploitation	2	119	131	4	(56)	-	200
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2	119	131	4	(56)	-	200
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-	(29)
Résultat net	-	-	-	-	-	-	171

30 juin 2015							
(en millions d'euros)	<i>Banque de particuliers et de gestion de patrimoine¹</i>	<i>Banque d'entreprises¹</i>	<i>Banque de financement, d'investissement et de marchés¹</i>	<i>Banque privée¹</i>	<i>Autres¹</i>	<i>Inter-segment¹</i>	<i>Total</i>
Marge nette d'intérêts	443	193	140	17	(11)	-	782
Commissions	161	114	55	13	-	-	343
Activité de trading et de couverture	20	(2)	163	2	(4)	-	179
Autres produits d'exploitation	38	9	20	(4)	-	(1)	62
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit	662	314	378	28	(15)	(1)	1 366
Dépréciations pour risques de crédit	(9)	(45)	2	-	-	-	(52)
Produit net bancaire	653	269	380	28	(15)	(1)	1 314
Total charges d'exploitation	(394)	(194)	(209)	(19)	(19)	1	(834)
Résultat d'exploitation	259	75	171	9	(34)	-	480
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt – périmètre Légal¹	259	75	171	9	(34)	-	480
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-	(180)
Résultat net – périmètre Légal¹	-	-	-	-	-	-	300
Ajustement périmètre ²	-	-	-	-	-	-	47
Résultat net – périmètre Managed	-	-	-	-	-	-	347

¹ Les résultats par métier au 30/06/2015 sont présentés sur le périmètre Légal HSBC France consolidé

² Principalement HSBC Bank Plc Paris Branch.

b Information sur le bilan

(en millions d'euros)	<i>Banque de particuliers et de gestion de patrimoine</i>	<i>Banque d'entreprises</i>	<i>Banque de financement, d'investis- sement et de marchés</i>	<i>Banque privée</i>	<i>Autres</i>	<i>Inter- segment</i>	<i>Total</i>
Au 30 juin 2016	44 559	11 250	150 076	1 002	102	(10 795)	196 194
Au 31 décembre 2015	45 645	14 217	118 681	1 026	46	(11 157)	168 458

c Nombre moyen d'employés du groupe HSBC France

	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
Banque de particuliers et de gestion de patrimoine	3 828	3 823
Banque d'entreprises	1 397	1 431
Banque de financement, d'investissement et de marchés	746	754
Banque privée	96	107
Fonctions support et autres	3 361	3 613
Total	9 428	9 728

5 PVIF

HSBC France, au travers de sa filiale HSBC Assurances Vie (France), comptabilise l'activité d'assurance-vie selon la méthode de l'*embedded value* qui fournit notamment un cadre complet d'appréciation du risque et de valorisation. La PVIF (*Present Value of In-Force long term insurance business*) correspond à la valeur actualisée des marges futures liées aux contrats d'assurance existants.

Le calcul de la PVIF se fonde sur des hypothèses qui tiennent compte des risques et incertitudes de l'activité. Pour procéder à cette projection de flux de trésorerie, une série d'hypothèses concernant l'expérience future est formulée par la filiale d'assurances HSBC Assurance Vie, qui prend en compte les conditions locales de marché et le jugement de la Direction sur les tendances locales futures.

a Mouvements de la PVIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Mouvements du 1^{er} semestre 2016	Mouvements de l'année 2015
Au 1er janvier	486	334
Augmentation liée aux affaires nouvelles de l'année en cours	22	55
Mouvement des contrats existants (dont écarts de rendement des placements et changements d'hypothèses d'investissement)	(118)	70
Écart de change et autres mouvements	-	27
A la fin de la période	390	486

La PVIF passe de 486 millions EUR au 31 décembre 2015 à 390 millions EUR au 30 juin 2016. Cette variation négative de 96 millions EUR s'explique essentiellement par la détérioration des conditions économiques (baisse combinée des taux et actions) partiellement compensée par le changement réglementaire relatif à la réserve de capitalisation (impact positif de 50 millions EUR) qui dorénavant est prise en compte comme relevant aux actionnaires en fin de projection.

b Evolution des hypothèses clés

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Taux moyen pondéré sans risque	1,19%	1,57%
Taux moyen pondéré d'actualisation des profits futurs	2,20%	2,55%
Hypothèse d'inflation des frais	1,70%	1,70%

Pour le premier semestre 2016, le taux d'actualisation des profits futurs en valeur de marché utilisé dans la PVIF est de 2,20% auquel s'ajoute une marge de risque de 74 millions EUR. En décembre 2015, le taux d'actualisation des profits futurs en valeur de marché était de 2,55 %, auquel s'ajoutait une marge de risque de 51 millions EUR. Les marges pour risque au-delà du taux d'actualisation des profits sont :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Risque opérationnel	10	10
Risque de modèle	15	15
Risque de volatilité	49	26
Total	74	51

c Sensibilité de la PVIF à l'évolution des hypothèses économiques

Le tableau suivant montre les effets des mouvements du taux sans risque et du taux d'actualisation sur la valeur de PVIF avant impôt pour HSBC Assurances Vie :

<i>(en millions d'euros)</i>	PVIF au 30 juin 2016	PVIF au 31 décembre 2015
+ 100 points de bases du taux sans risque	57	16
- 100 points de bases du taux sans risque ¹	(221)	(121)
+ 100 points de bases du taux d'actualisation	(19)	(25)
- 100 points de bases du taux d'actualisation	21	28

¹ Lorsque'une baisse de - 100 points de base du taux sans risque aboutit à un taux négatif, l'effet sur la valeur de la PVIF est calculé sur un taux sans risque de 0 %.

En raison de certaines caractéristiques des contrats, les sensibilités ne sont pas linéaires et ne peuvent donc pas être extrapolées à des niveaux supérieurs de stress. L'analyse du scénario de baisse du taux sans risque montre qu'il entraîne une baisse significative sur le rendement prospectif des investissements, et donc sur le taux de rendement des contrats d'épargne. Les sensibilités obtenues s'entendent avant toute décision de gestion qui pourrait atténuer l'impact de ces stress.

d Sensibilité de la PVIF à l'évolution des hypothèses non économiques

Les engagements vis-à-vis des assurés et la PVIF pour les assureurs vie sont calculés sur la base d'hypothèses non économiques dont la mortalité et/ou la morbidité, les taux de rachat et les taux de chargement. Le tableau ci-après présente la sensibilité des bénéfices et du total des capitaux propres, au 30 juin 2016, à des modifications raisonnables de ces hypothèses non économiques à cette date.

Le risque de mortalité et de morbidité est en général associé aux contrats d'assurance-vie. L'impact de l'accroissement de la mortalité ou de la morbidité sur le bénéfice dépend du type de risque souscrit.

La sensibilité aux taux de rachat dépend du type de contrat souscrit. Concernant les contrats d'assurance, le coût des sinistres est financé par les primes perçues tandis que les produits générés par le portefeuille de placement viennent soutenir les passifs. Concernant le portefeuille de produits d'assurance temporaire-décès, un accroissement des taux de rachat a en général un effet négatif sur le bénéfice en raison du manque à gagner sur les primes émises futures lié à ces renonciations.

Le risque de taux de chargement est l'exposition à une variation des taux de chargement. Dans la mesure où une hausse des frais ne peut être répercutée sur les assurés, tout accroissement des taux de chargement aura un impact négatif sur les bénéfices.

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la PVIF après impôt :

<i>(en millions d'euros)</i>	Impacts sur les gains/ pertes au 30 juin 2016	Impacts sur les gains/ pertes au 31 décembre 2015
Hausse de 10 % du taux de mortalité/morbidité	(11)	(13)
Baisse de 10 % du taux de mortalité/morbidité	12	13
Hausse de 10 % des taux de rachat	(27)	(28)
Baisse de 10 % des taux de rachat	30	31
Hausse de 10 % des niveaux de frais	(28)	(28)
Baisse de 10 % des niveaux de frais	28	28

L'impact des variations des taux de rachats est essentiellement expliqué par l'activité d'épargne. Pour illustration, une hausse des rachats provoque une diminution du portefeuille de contrats sous gestion et donc un effet négatif sur les bénéfices de l'assureur.

6 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes de détermination des justes valeurs des instruments financiers, le dispositif de contrôle afférent et la description de la hiérarchie de juste valeur sont décrits dans le Document de référence 2015 dans la Note 30 - Juste valeur des instruments financiers. Il n'y a pas eu de changement de principe comptable, du dispositif de contrôle ou de niveau de hiérarchie depuis le 31 décembre 2015.

a Instruments financiers évalués à la juste valeur

<i>(en millions d'euros)</i>	Techniques d'évaluation			Contreparties HSBC			<i>Total</i>
	<i>Level 1 – Cotation de marché</i>	<i>Level 2 – Utilisation de données de marché observables</i>	<i>Level 3 – Utilisation de données de marché non observables</i>	<i>Total contre- parties externes</i>	<i>Montants avec des entités du Groupe HSBC</i>	<i>Dont level 3</i>	
Au 30 juin 2016							
Actifs							
Portefeuille de transaction.....	18 158	11 906	4	30 068	5 626	–	35 694
Actifs financiers sous option juste valeur.....	5 906	293	–	6 199	309	–	6 508
Instruments dérivés	31	37 230	403	37 664	23 911	322	61 575
Titres disponibles à la vente	28 440	13	249	28 702	486	–	29 188
Passifs							
Portefeuille de transaction.....	15 020	12 619	250	27 889	7 459	–	35 348
Passifs financiers sous option juste valeur.....	2 610	6 007	–	8 617	–	–	8 617
Instruments dérivés	16	37 579	32	37 627	20 930	452	58 557
Au 31 décembre 2015							
Actifs							
Portefeuille de transaction	18 609	7 660	4	26 273	888	–	27 161
Actifs financiers sous option juste valeur.....	6 087	286	–	6 373	395	–	6 768
Instruments dérivés	68	31 248	262	31 578	17 906	262	49 484
Titres disponibles à la vente	27 038	13	313	27 364	313	–	27 677
Passifs							
Portefeuille de transaction.....	9 277	9 324	149	18 750	3 897	–	22 647
Passifs financiers sous option juste valeur.....	2 556	5 920	–	8 476	–	–	8 476
Instruments dérivés	8	32 575	30	32 613	14 290	296	46 903

Il n'y a pas eu de transfert significatif de juste valeur entre le Level 1 et le Level 2.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

b Level 3
Instruments financiers valorisés à la juste valeur avec utilisation de données non observables significatives

	Actif				Passif		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Au 30 juin 2016							
Investissements en <i>private equity</i> ..	249	-	-	-	-	-	-
<i>Asset-backed securities</i>	-	-	-	-	-	-	-
Titres structurés	-	4	-	-	250	-	-
Dérivés	-	-	-	403	-	-	32
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Filiales du Groupe HSBC	-	-	-	322	-	-	452
TOTAL	249	4	-	725	250	-	484
Au 31 décembre 2015							
Investissements en <i>private equity</i> ..	313	-	-	-	-	-	-
<i>Asset-backed securities</i>	-	-	-	-	-	-	-
Titres structurés	-	4	-	-	149	-	-
Dérivés	-	-	-	262	-	-	30
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Filiales du Groupe HSBC	-	-	-	262	-	-	296
TOTAL	313	4	-	524	149	-	326

Variation de la juste valeur des instruments classés en Level 3

	Actif				Passif		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Au 1er janvier 2016	313	4	-	524	149	-	326
Profits/(pertes) comptabilisés en compte de résultat	1	-	-	209	101	-	154
- gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction hors marge nette d'intérêt	-	-	-	219	112	-	164
- résultat net de cession des investissements financiers	1	-	-	(10)	(11)	-	(10)
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	8	-	-	-	-	-	-
- Titres disponibles à la vente : profits/(pertes)	8	-	-	-	-	-	-
Achats	23	-	-	-	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Ventes	(99)	-	-	-	-	-	-
Arrivées à échéance	-	-	-	(7)	3	-	6
Sortie	-	-	-	(4)	(4)	-	(3)
Entrées	3	-	-	3	1	-	1
Différences de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2016	249	4	-	725	250	-	484

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat	-	-	-	220	112	-	164
- gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction hors marge nette d'intérêt	-	-	-	220	112	-	164
- résultat net de cession des investissements financiers.....	-	-	-	-	-	-	-

	Actif				Passif		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Au 1er janvier 2015	74	-	-	348	-	-	270
Profits/(pertes) comptabilisés en compte de résultat	(4)	-	-	9	-	-	4
- gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d'intérêt	-	-	-	10	-	-	5
- résultat net de cession des investissements financiers.....	(4)	-	-	(1)	-	-	(1)
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres.....	6	-	-	-	-	-	-
- Titres disponibles à la vente : profits/(pertes)	6	-	-	-	-	-	-
Achats	11	-	-	-	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Ventes	(7)	-	-	-	-	-	-
Arrivées à échéance	-	-	-	-	-	-	-
Sortie	-	-	-	-	-	-	-
Entrées	-	-	-	149	-	-	11
Différences de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2015	80	-	-	506	-	-	285
Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat ¹	-	-	-	10	-	-	5
- gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d'intérêt ¹	-	-	-	10	-	-	5
- résultat net de cession des investissements financiers.....	-	-	-	-	-	-	-

¹ Les montants ont fait l'objet d'un ajustement pour présenter les profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat.

Impact des modifications des hypothèses significatives non observables

Par catégorie comptable

<i>(en millions d'euros)</i>	Comptabilisés en perte ou profit		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Au 30 juin 2016				
Dérivés/portefeuille de transaction (d'actifs ou de passifs) ¹	6	(6)	-	-
Actifs et passifs sous option juste valeur	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente	-	-	19	(19)
Au 31 Décembre 2015				
Dérivés/portefeuille de transaction (d'actifs ou de passifs) ¹	5	(5)	-	-
Actifs et passifs sous option juste valeur	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente	2	(2)	23	(23)

¹ Les Dérivés et portefeuille de transaction sont représentés en une seule catégorie afin de refléter la manière dont le risque inhérent à ces instruments financiers est géré.

Par type d'instrument

<i>(en millions d'euros)</i>	Comptabilisés en perte ou profit		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Au 30 juin 2016				
Investissements en <i>private equity</i>	-	-	19	(19)
<i>Asset-backed securities</i>	-	-	-	-
Titres structurés	-	-	-	-
Dérivés	6	(6)	-	-
Autres	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015				
Investissements en <i>private equity</i>	2	(2)	23	(23)
<i>Asset-backed securities</i>	-	-	-	-
Titres structurés	-	-	-	-
Dérivés	5	(5)	-	-
Autres	-	-	-	-

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est fonction de plusieurs hypothèses non observables, le tableau ci-dessus indique la variation la plus favorable ou la plus défavorable obtenue en faisant varier les hypothèses individuellement.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

Information quantitative sur les entrées non observables significatives de niveau 3

Le tableau ci-après énumère les principales données d'entrée non observables pour les instruments financiers de niveau 3 et donne la liste de ces données au 30 juin 2016. Les catégories des données d'entrée non observables sont décrites plus en détail dans la Note 30 - Juste valeur des instruments financiers du Document de référence 2015.

(en millions d'euros)	Juste valeur ¹		Evaluation technique	Principales données non observables	Gamme complète des données		Coeur des données		
	Actifs	Passifs			Basse	Haute	Basse	Haute	
Au 30 Juin 2016									
Private equity y compris les investissements stratégiques ...	249	-	Voir notes page 190 à 201 du Document 2015	Voir notes page 190 à 201 du Document 2015					
Titres adossés à des actifs (ABSs).....	-	-	Données de marché	Cotations à l'achat ...					
- CLO/CDO ²	-	-							
- Autres ABSs.....	-	-							
Produits structurés.....	4	250	Modèle de valorisation Modèle de valorisation Modèle de valorisation Modèle de valorisation	Volatilité des actions Corrélation des actions Volatilité des fonds Volatilité de change					
- Obligations indexés sur des actions.....	-	-							
- Titres indexés sur des fonds....	-	-							
- Titres indexés sur du changes.	-	-							
- Autres	4	250							
Derivés	725	484							
Dérivés de taux:			Modèle DCF ³ Modèle de valorisation	Taux de remboursement anticipé Volatilité du taux d'intérêt					
- Swaps de titrisation.....	161	1				50%	50%	50%	50%
- Options sur swaps longue durée	503	447				9%	24%	10%	23%
- Autres	60	35							
Dérivés de change:			Modèle de valorisation	Volatilité de change..					
- Options.....	1	1				10%	14%	10%	14%
Dérivés actions:			Modèle de valorisation	Volatilité de change..					
- Options longue durée.....	-	-							
- Autres	-	-							
Dérivés de crédit:									
- Autres	-	-							
Autres portefeuilles.....	-	-							
Total Level 3	978	734							

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 (suite)

(en millions d'euros)	Juste valeur ¹		Evaluation technique	Principales données non observables	Gamme complète des données		Coeur des données	
	Actifs	Passifs			Basse	Haute	Basse	Haute
Au 31 décembre 2015								
Private equity y compris les investissements stratégiques . . .	313	–	Voir notes ci-dessous	Voir notes ci-dessous				
Titres adossés à des actifs (ABSs)	–	–						
– CLO/CDO ²			Données de marché	Cotations à l'achat . . .				
– Autres ABSs								
Produits structurés	4	149						
– Obligations indexés sur des actions			Modèle de valorisation	Volatilité des actions				
– Titres indexés sur des fonds . . .			Modèle de valorisation	Corrélation des actions				
– Titres indexés sur du changes . . .			Modèle de valorisation	Volatilité des fonds				
– Autres	4	149	Modèle de valorisation	Volatilité de change				
Derivés	524	326						
Dérivés de taux:								
– Swaps de titrisation	144	6	Modèle DCF ³	Taux de remboursement anticipé	50%	50%	50%	50%
– Options sur swaps longue durée	336	289	Modèle de valorisation	Volatilité du taux d'intérêt	11%	35%	13%	31%
– Autres	43	30						
Dérivés de change:								
– Options	1	1	Modèle de valorisation	Volatilité de change . .	5%	14%	5%	14%
Dérivés actions:								
– Options longue durée	–	–	Modèle de valorisation	Volatilité de change . .				
– Autres	–	–						
Dérivés de crédit:								
– Autres	–	–						
Autres portefeuilles	–	–						
Total Level 3	841	475						

1 Y compris les montants Level 3 avec des entités du Groupe HSBC

2 Collateralised Loan Obligation /Collateralised Debt Obligation.

3 Discounted Cash Flow (actualisation des flux de trésorerie).

7 Instruments financiers non évalués à la juste valeur

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2016		31.12.2015	
	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit.....	4 046	4 046	4 660	4 660
Prêts et créances sur la clientèle ...	40 420	40 135	38 524	38 054
Opérations de prise en pension - hors trading	12 183	12 183	10 163	10 163
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit.....	8 557	8 557	7 086	7 086
Comptes créditeurs de la clientèle	35 948	35 978	32 811	32 833
Opérations de mise en pension - hors trading	12 858	12 858	10 283	10 283
Dettes représentées par un titre.....	6 316	6 321	10 501	10 506
Dettes subordonnées.....	276	276	276	276

Les justes valeurs mentionnées dans la présente note s'entendent à une date donnée et peuvent différer fortement des montants qui seront effectivement versés aux dates d'échéance ou de règlement des instruments financiers concernés. Bien souvent, il ne sera pas possible de réaliser immédiatement la juste valeur estimée en raison de la taille des portefeuilles évalués. De ce fait, ces justes valeurs ne représentent pas la valeur de ces instruments financiers pour le groupe dans une perspective de continuité d'exploitation.

8 Provisions pour risques et charges

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2016	31.12.2015
Au 1^{er} janvier	132	147
Dotations aux provisions	63	33
Provisions utilisées	(20)	(37)
Reprise de provisions	(11)	(11)
Acquisition/cession de filiales/entreprises	—	—
Variations de change, différences et autres mouvements	—	—
A la fin de la période	164	132

Des informations concernant les procédures judiciaires et les affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du Groupe HSBC sont décrites dans la note 11.

9 Qualité du crédit des instruments financiers

Les cinq catégories de notation de qualité de crédit, telles que définies en page 112 du Document de Référence 2015, et telles que présentées dans le tableau ci-après, se subdivisent elles-mêmes en sections plus fines correspondant à une note de crédit interne attribuée aux prêts aux particuliers, professionnels, entreprises, grande clientèle ainsi qu'au rating de la dette par les agences de notation externes.

Répartition par qualité du crédit des instruments financiers exposés au risque de crédit :

	<i>Créances saines</i>				<i>Créances Saines en impayées</i>	<i>Créances douteuses et contentieuses</i>	<i>Montant brut</i>	<i>Dépréciations</i>	<i>Total¹</i>
	<i>Strong</i>	<i>Good</i>	<i>Satisfactory</i>	<i>Sub-standard</i>					
<i>(en millions d'euros)</i>									
Au 30 Juin 2016	142 613	21 606	22 884	627	239	1 237	189 206	(651)	188 555
Au 31 Décembre 2015	126 846	17 951	14 058	612	202	1 344	161 013	(687)	160 326
<i>(en %)</i>									
Au 30 Juin 2016	75,4	11,4	12,1	0,3	0,1	0,7	100,0		
Au 31 Décembre 2015	78,8	11,2	8,7	0,4	0,1	0,8	100,0		

¹ Ce montant comprend les comptes caisse et banques centrales, comptes d'encaissement, portefeuille de transaction actif, actifs financiers sous option juste valeur, instruments dérivés, prêts et créances au coût amorti, pensions hors trading, investissements financiers et autres actifs.

Répartition par qualité du crédit des prêts et créances détenus au coût amorti :

	<i>Créances saines</i>				<i>Créances Saines en impayées</i>	<i>Créances douteuses et contentieuses</i>	<i>Montant brut</i>	<i>Dépréciations</i>	<i>Total</i>
	<i>Strong</i>	<i>Good</i>	<i>Satisfactory</i>	<i>Sub-standard</i>					
<i>(en millions d'euros)</i>									
Au 30 Juin 2016									
Prêts et créances	28 302	6 963	7 783	593	239	1 236	45 116	(650)	44 466
Prêts et créances sur la clientèle	25 040	6 778	7 188	589	239	1 236	41 070	(650)	40 420
– particuliers	14 318	514	114	–	141	334	15 421	(88)	15 333
– sociétés non financières	10 128	5 942	6 859	585	98	897	24 509	(557)	23 952
– sociétés financières (hors banque)	594	322	215	4	–	5	1 140	(5)	1 135
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 262	185	595	4	–	–	4 046	–	4 046
Au 31 Décembre 2015									
Prêts et créances	27 766	6 960	7 048	551	202	1 343	43 870	(686)	43 184
Prêts et créances sur la clientèle	24 159	6 864	6 096	546	202	1 343	39 210	(686)	38 524
– particuliers	13 688	366	15	–	82	308	14 459	(96)	14 363
– sociétés non financières	9 922	6 205	5 424	537	116	1 019	23 223	(576)	22 647
– sociétés financières (hors banque)	549	293	657	9	4	16	1 528	(14)	1 514
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 607	96	952	5	–	–	4 660	–	4 660

10 Engagements de financement et de garantie

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30.06.2016</u>	<u>31.12.2015</u>
Montants contractuels		
Garanties et actifs donnés en garantie	3 900	4 600
Autres	-	-
Engagements de garantie donnés	<u>3 900</u>	<u>4 600</u>
Crédits documentaires et financement d'échanges commerciaux	751	689
Autres engagements de financement lignes de crédit et autres engagements	24 762	26 297
Engagements de financement donnés	<u>25 513</u>	<u>26 986</u>

Le tableau ci-dessus fait apparaître les principaux montants nominaux des opérations hors-bilan pour les comptes de tiers. Les montants notionnels des passifs éventuels et engagements représentent les montants exposés aux risques en cas de tirage complet des contrats et dans l'hypothèse d'une défaillance du client.

Etant donné qu'une part significative des garanties et engagements doit arriver à expiration sans être utilisée, le total de ces principaux montants nominaux n'est pas représentatif des besoins en liquidités futurs.

11 Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du groupe HSBC

Des entités du groupe HSBC, dont HSBC France, font l'objet d'actions en justice et autres procédures significatives menées par les autorités de régulation, découlant de l'exercice de leurs activités ordinaires. En dehors des dossiers décrits ci-dessous et de ceux décrits en pages 143 à 145 du Document de référence 2015, HSBC France considère qu'aucune de ces questions ne revêt d'importance majeure. HSBC France a procédé, en lien avec ces affaires, à des provisions dans tous les cas où, une fois sa responsabilité établie, un paiement sera probablement demandé en règlement des obligations découlant d'événements antérieurs et où une estimation fiable du montant desdites obligations peut être faite. Aucune provision comptabilisée ne constitue une reconnaissance de la part d'HSBC France d'un manquement ou d'une responsabilité juridique. Bien que l'issue de ces affaires et actions en justice soit par définition incertaine, la direction estime que, sur la base des informations disponibles, HSBC France a passé des dotations aux provisions appropriées, lorsque nécessaire, au titre des actions en justice à la date du 30 juin 2016.

Enquêtes dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de la législation relative aux sanctions financières internationales

En décembre 2012, HSBC Holdings plc ("HSBC Holdings" ou "HSBC"), la société tête du groupe auquel appartient la banque, HSBC North America Holdings ("HNAH") et HSBC Bank USA, N.A. ("HBUS") ont conclu des accords avec les autorités américaines et britanniques concernant les violations passées du BSA (*US Bank Secrecy Act*) et des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. Parmi ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont conclu un *Deferred Prosecution Agreement* de cinq ans avec entre autres le Département américain de la Justice ("DoJ" - *US Department of Justice*), (le "US DPA"). HSBC Holdings a conclu un accord homologué par une ordonnance de désistement et HNAH ont conclu un accord de sanction pécuniaire homologué par une ordonnance avec la Réserve fédérale américaine (FRB - *Federal Reserve Board*).

HSBC Holdings a également conclu un accord avec le Bureau de contrôle des avoirs étrangers ("OFAC" - *Office of Foreign Assets Control*) du Ministère du Trésor américain, concernant des transactions passées, impliquant des parties soumises à des sanctions de l'OFAC, ainsi qu'un engagement avec l'Autorité des services financiers britannique, la *Financial Conduct Authority* ("FCA"), de se conformer à certaines obligations pour l'avenir liées à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. En outre, HSBC Bank USA a conclu un accord sur le versement d'une amende avec un bureau du Département américain du Trésor, le *Financial Crimes Enforcement Network* ("FinCEN"), et un accord séparé de pénalité financière avec l'*Office of the Comptroller of the Currency* ("OCC").

En vertu de ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont versé un total de 1,9 milliard USD aux autorités américaines, et se sont engagées, entre autres, à continuer de coopérer pleinement avec le DoJ dans toute enquête, à ne pas commettre un crime en vertu du droit fédéral américain après la signature de ces accords, et à désigner un contrôleur indépendant (le « Monitor »). Aux termes desdits accords, HSBC Holdings doit également s'assurer que les entités du Groupe HSBC, dont HSBC Bank plc et ses filiales (y compris HSBC France), se conforment à certaines exigences. En janvier 2016, le *Monitor* a remis son deuxième rapport annuel de suivi. Au travers de son suivi au niveau des pays, le *Monitor* a pu identifier des problématiques potentielles en matière de lutte contre le blanchiment et de sanctions financières internationales, qui font l'objet de revue entre le DoJ et HSBC.

HSBC Bank USA a également conclu avec l'OCC un accord homologué par une ordonnance, qui lui impose des mesures correctrices telles que relevées dans le dernier rapport d'analyse de l'OCC précédant l'accord, et restreignant dans une certaine mesure la possibilité pour HSBC Bank USA d'acquiescer directement ou indirectement le contrôle ou de détenir une participation dans toute nouvelle filiale financière, ou de commencer toute nouvelle activité dans sa filiale financière existante, sauf accord préalable de l'OCC. HSBC Bank USA a également conclu un accord séparé avec l'OCC, par lequel HSBC Bank USA s'oblige à adopter un programme de conformité à l'échelle de l'entreprise.

Les accords conclus avec les autorités américaines et britanniques ont donné lieu à une procédure contentieuse de droit privé et n'empêchent pas que d'autres procédures contentieuses de droit privé puissent être initiées au titre de la conformité de HSBC avec la législation relative au BSA, à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et à la législation relative aux sanctions financières internationales ou d'autres mesures d'application réglementaires ou légales en matière de BSA, de lutte contre le blanchiment de capitaux, de sanctions financières internationales ou tout autre sujet non couvert par les différents accords.

Enquêtes et procédures concernant la fixation du Libor, de l'Euribor et autres taux de change et taux d'intérêt de référence

Plusieurs autorités du monde entier, en charge de la régulation, de la concurrence et du contrôle, dont celles du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, d'Italie, de Suisse et d'ailleurs, mènent des enquêtes et procédures d'examen sur la fourniture de taux par un panel de banques en vue de la fixation du Libor ("*London Interbank Offered Rate*" ou Taux offert sur le marché interbancaire de Londres) ou de l'Euribor ("*European Interbank Offered Rate*" ou Taux offert sur le marché interbancaire européen) et autres taux de change et taux d'intérêt de référence, ainsi que sur les modalités de communication desdits taux. Comme certaines entités HSBC sont membres desdits panels, HSBC et/ou ses filiales (y compris HSBC France dont l'implication est limitée à sa qualité de membre du panel Euribor) ont fait l'objet, de la part des autorités de régulation, de demandes d'information et coopèrent à ces enquêtes et procédures d'examen.

Le 21 mai 2014, HSBC a reçu une notification de griefs de la Commission européenne ("la Commission") alléguant des pratiques anticoncurrentielles liées aux dérivés de taux d'intérêt en euros. La notification de griefs fait état de l'analyse préliminaire de la Commission et ne préjuge pas de l'issue finale de l'enquête de la Commission. En mars 2015, HSBC a répondu à la notification de griefs de la Commission, et une audition devant la Commission européenne a eu lieu en juin 2015. HSBC est dans l'attente de la décision de la Commission européenne.

HSBC (HSBC Holdings plc et HSBC Bank plc mais non pas HSBC France), ainsi que d'autres groupes bancaires contribuant à la fixation du taux Euribor, ont été nommées, à titre de défendeur, dans le cadre d'une action collective, engagée devant la *District Court for the Southern District of New York* aux Etats-Unis, par des personnes ayant réalisé des opérations sur des contrats de futurs et d'autres instruments financiers prétendument liés à l'Euribor. Entre autres, la plainte allègue une mauvaise conduite liée à la contribution à la fixation du taux Euribor, en infraction des lois antitrust américaines, de la loi américaine sur les échanges de matières premières (*Commodity Exchange Act* – CEA) et de la loi de l'Etat de New York. En mai 2016, HSBC a conclu un accord de principe avec les plaignants pour mettre un terme à cette action collective sous réserve de la validation par la *District Court for the Southern District of New York* aux Etats-Unis. La charge correspondant au montant de cette transaction pourra être répartie entre les filiales HSBC concernées par les faits de ce litige, parmi lesquelles HSBC France.

Il existe de nombreux facteurs susceptibles d'influencer l'issue de ces procédures privées et leur impact financier. Sur la base des informations actuellement disponibles, il est possible que toute conséquence financière qui pourrait résulter de ces actions soit significative.

Enquête des autorités de régulation et actions en cours concernant les produits dérivés de crédit (*Credit Default Swaps* ou CDS)

En juillet 2013, plusieurs entités du Groupe HSBC, dont HSBC France, ont reçu une communication de griefs de la part de la Commission européenne, dans l'enquête en cours concernant la violation présumée, par un certain nombre d'opérateurs du marché, des règles sur la concurrence dans le domaine des produits dérivés de crédit (*Credit Default Swaps* ou CDS), au cours de la période allant de 2006 à 2009. A la suite de l'audience qui s'est tenue en mai 2014, la Commission Européenne a décidé en décembre 2015 d'abandonner les poursuites contre l'ensemble des 13 banques, et ce compris toutes les entités HSBC. Cependant, la Commission européenne poursuit son enquête concernant Markit et ISDA.

12 Transactions avec les parties liées

Dans le cadre de la stratégie de redéploiement des ressources dites 'TLAC', HSBC France a reçu de sa société mère HSBC Bank plc un montant de 1 milliard EUR sous la forme d'un emprunt interbancaire en mars 2016. Hormis cette opération, il n'y a pas eu de changement dans les transactions avec les parties liées décrites dans le Document de référence 2015 qui auraient un impact matériel sur le bilan ou sur la performance du groupe HSBC France durant les six premiers mois de l'exercice 2016. Toutes les transactions avec les parties liées intervenues sur le premier semestre 2016 étaient de la même nature que les transactions détaillées dans le Document de référence 2015.

13 Changements intervenus dans le périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2016

Le tableau ci-dessous indique les changements intervenus au cours du 1^{er} semestre 2016 sur le périmètre publié dans la note 20 du Document de référence 2015.

Sorties :

HSBC Horizon 2013-2015 FCP
SINOPIA TRS 1
UNION POUR LA GESTION ET LES TRANSACTIONS (UGT)
HSBC MIX DYNAMIQUE FCP 3DEC

Ces modifications n'ont pas généré d'impact significatif sur les comptes.

14 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évènement matériel postérieur à la date de clôture qui nécessiterait une correction ou un ajustement des états financiers semestriels consolidés au 30 juin 2016.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

BDO France – Léger Et Associés
113, rue de l'Université
75007 Paris

(Période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016)

Aux Actionnaires

HSBC FRANCE
103, avenue des Champs-Élysées
75419 Paris Cedex 08

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société HSBC FRANCE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2016 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5 des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts des changements appliqués au modèle d'estimation de la valeur actualisée des marges futures liées aux contrats d'assurance en portefeuille (PVIF ou Present Value In Force).

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly sur Seine et Paris, le 2 août 2016

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot
Associé

BDO France - Léger & Associés
Fabrice Chaffois
Associé

Événements récents

Événements postérieurs au 30 juin 2016

De nouveaux produits et services sont régulièrement proposés aux clients du Groupe HSBC en France. Des informations sont disponibles sur les sites internet du groupe, notamment à travers les communiqués de presse accessibles via le site internet www.hsbc.fr.

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de HSBC France ou de ses filiales survenu depuis le 30 juin 2016, date des derniers états financiers revus et publiés.

Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes

Personne responsable du Document de référence et des compléments d'informations

M. Jean Beunardeau, Directeur Général.

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 à 18 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les rapports des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés 2014, figurant en pages 253 et 254 du Document de référence 2014 déposé auprès de l'AMF le 2 mars 2015 sous le n° D.15-0095 et sur les comptes annuels 2014, figurant en pages 299 et 300 du Document de référence 2014, contiennent une observation.

Les informations financières historiques présentées dans la présente actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 44 qui contient une observation.

Paris, le 4 août 2016

Jean Beunardeau, Directeur Général

Responsable du Document de référence et des compléments d'informations et Responsables du contrôle des comptes (suite)

Responsables du contrôle des comptes

	Date de première nomination	Date de renouvellement du mandat	Date d'expiration du mandat
Titulaires			
PricewaterhouseCoopers Audit ¹ Représenté par Nicolas Montillot 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine	2015	–	2018
BDO France – Léger & Associés ² Représenté par Fabrice Chaffois ³ 113, rue de l'Université 75007 Paris	2007	2012	2018
Suppléants			
Jean-Baptiste Deschryver ¹ 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine	2015	–	2018
François Allain ¹ 2, rue Hélène Boucher 78286 Guyancourt Cedex	2007	2012	2018

¹ Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

² Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris.

³ BDO représenté par Fabrice Chaffois à compter de l'exercice 2013.

Tables de concordance et de référence

La table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe XI) pris en application de la Directive dite « Prospectus » ainsi qu'aux pages du Document de référence 2015 D.16-0110 que le présent document actualise.

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Pages du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 4 mars 2016 sous le n° D.16-0110	Pages du présent Document d'actualisation
1. Personnes responsables	334	46
2. Contrôleurs légaux des comptes	335	47
3. Facteurs de risques	15-17 et 101-155	8 - 11
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1. Histoire et évolution de la société	331	-
5. Aperçu des activités		
5.1. Principales activités	2-17 et 286	3 - 18
5.2. Principaux marchés	2-17 et 286	3 - 18
6. Organigramme		
6.1. Description sommaire du groupe	couverture int., 2-17, 2-17 et 280-283	-
6.2. Dépendance de l'émetteur vis-à-vis d'autres entités du groupe	320-322	-
7. Informations sur les tendances	333	8
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
9.1. Organes d'administration et de direction	18-32	-
9.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	36	-
10. Principaux actionnaires		
10.1. Contrôle de l'émetteur	34 et 332	-
10.2. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle	-	-
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques	164	-
11.2. États financiers	166-273 et 276-317	-
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles	274-275 et 318-319	-
11.4. Date des dernières informations financières	164	-
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	-	19 - 43
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	143-145	41 - 43
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	333	45
12. Contrats importants	331	-
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
14. Documents accessibles au public	329	49

Tables de concordance et de référence (suite)

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- Rapport de gestion semestriel	
• Principaux événements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice	pages 3 à 7
• Principaux risques et incertitudes	pages 8 à 11
• Principales transactions intervenues entre parties liées	page 43
- Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 Juin 2016	pages 19 à 43
- Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière du 1 ^{er} semestre 2016	page 44
- Attestation du responsable	page 46

Les éléments suivants sont inclus par référence :

- les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, présentés aux pages 166 à 273 et 274 à 275 du Document de référence n° D.16-0110 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mars 2016.

Les chapitres des documents de référence non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit de la présente actualisation.

Ces documents sont disponibles sur le site www.hsbc.fr et sur celui de l'Autorité des marchés financiers www.amf-france.org.

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le groupe HSBC France peut, sans engagement, demander les documents par courrier :

HSBC France
103 avenue des Champs Élysées
75419 Paris Cedex 08.